

Chapitre II

OFFENSIVE DU NICARAGUA

B) D'OCTOBRE 1978 A OCTOBRE 1979

1) REVES DE RICHESSE, PAUPERISME ET AMBIANCE AU NICARAGUA EN 1978

"Témoignage de Don Pedro Martinez :

"... "El punche de oro" (le crabe d'or) sort à Subtiaba. Les personnes qui l'ont vu, disent que c'est un crabe immense qui brille comme de l'or. Tous ceux qui ont essayé de l'attraper n'y sont pas parvenus. Ce crabe est l'esprit du trésor de la communauté indigène. Il sort la nuit depuis la mise à mort du cacique par les Espagnols..."

Les caciques enterraient les offrandes aux Dieux, les objets sacrés, en or, à l'arrivée des Espagnols, si avides de ce métal. Cependant, le trésor est aussi la pensée des caciques, l'intelligence et la communication de la civilisation dont le cacique est le médiateur. La tête des pauvres du Nicaragua est farcie de débauches et de trésors cachés. Dans leurs cuites ou en sortant la nuit, ils rencontrent sans cesse des esprits. Les pauvres du Nicaragua, les yeux mi-clos, rêvent de richesse, sans cesse.

Mais cette richesse onirique, ces esprits, ne se révèlent que si l'on ferme les yeux à moitié. Ce sont encore de petits esprits, concrets, cernables, nommables. Il proviennent d'un passé qui s'est enrichi en s'éloignant, qui a grandi en se figeant, comme les héros de la guerre de Troie gravissent l'Olympe dans le recul d'Homère. Avec l'immobilité dans la représentation, le fantôme de la richesse même est devenu familier, et si sa rencontre est terrifiante, c'est une terreur douce, à laquelle on s'abandonne volontiers. Le monde moderne, l'esprit venu

d'ailleurs, on ne sait d'où, la richesse du monde d'aujourd'hui, et de demain, aussi insaisissable que le Punche de Oro, dispute déjà la nuit aux agüizotes.

Voici les marchandises, voici une ambiance où la richesse vous assaille le jour même, quand on est à jeun. Ce démon, succession d'abstractions, n'a plus de nom. C'est la radio, elle-même signe de richesse, qui introduit cette puissante richesse moderne dans toutes les têtes pauvres si accoutumées à l'opium des anciens esprits, mais par eux si dispos à saluer tout esprit, toute richesse et toute gloire. Au Nicaragua, les pauvres ne savent pas lire et ne regardent pas encore la télévision. Ils écoutent la radio. En 1978, il y existe 57 stations, et en 1979, "262 récepteurs pour 1 000 habitants" : tout pauvre écoute la radio, dans les bidonvilles comme dans les champs. La musique disco et les informations des valets en sont le sérieux, le nécessaire ; mais le ludique, ce que tout le monde écoute, ce sont les novelas. Les novelas sont des petites fictions. Les novelas sont des crabes d'or du monde entier, perçues par tous les pauvres en même temps. Les novelas sont le passage, universel et anonyme, de la civilisation des caciques à la civilisation des marchandises, de la richesse des ancêtres à la richesse des enfants.

Les rêves de richesse préhistoriques, d'avant 1978 donc, sont d'un monde qui sommeille. Mais la richesse du monde qui arrive au Nicaragua depuis 1972 fouette et réveille. Les petits esprits isolés qui hantent la paysannerie éternelle se trouvent bousculés devant la foule compacte d'esprits nouveaux qui déchirent cette paysannerie en étant le violent prélude de sa fin. Ce que la radio transmet, c'est que la richesse, jusqu'ici figée et adorée, est palpable ; sa rencontre n'est pas un accident nocturne ou une oniromancie imbibée d'alcool, mais un cyclone, un tremblement de terre, qui non seulement emporte le pauvre, mais dont il est partie. Ce que réfléchit la radio, voilà ce que niños et muchachos veulent attraper, puisque c'est à portée de la main. Au Nicaragua, en 1978, le rêve de richesse antique, qui commande une léthargie entrecoupée de brefs instants de frénésie rituelle, explique l'absence et le retard des vieux pauvres en septembre ; tout comme son contraire, qui l'absorbe, le rêve de richesse moderne, la totalité pour objet, entraîne niños et muchachos au-delà du point de rupture de la vie même.

La richesse locale, les esprits et la communication rêvés de l'ancienne société disparue et qui dore le sommeil des pauvres, avait toujours eu ses voies d'accès contrôlées par la religion chrétienne. Comme le montre le Toro-Venado, ce christianisme que deux siècles de matérialisme nous ont habitués à juger rigide, que quatre siècle de

protestantisme nous enseignent puritain, avait été aussi souple dans son absorption du paganisme que le néo-Islam dans sa récupération des gueux d'Iran : tolérant tous les esprits populaires, tous les rêves des pauvres, à condition qu'ils acceptent l'estampille chrétienne, à condition que l'Eglise en garde l'accès. La conception religieuse de la richesse est certainement l'une des idées fausses les plus enracinées qui soient. C'est par la richesse que la religion est critiquable. La richesse, c'est faire l'histoire : la richesse est une *activité*. Dans la religion, c'est Dieu qui fait l'histoire, et la richesse n'est que le signe extérieur de cette activité, quelque *chose* (ce que les hommes nomment communément l'histoire, n'est alors que le mouvement de l'aliénation de Dieu, l'errance inessentielle des hommes pour revenir en Dieu). Les hommes sont pauvres et la condition pour s'unir avec la richesse, pour s'unir avec Dieu, c'est de rester pauvres ! En tant qu'esprit, détruisant ainsi l'unicité de Dieu, le crabe d'or est anti-chrétien, mais en tant qu'impossible à s'approprier, il redevient pour le pauvre comme la preuve de la richesse de Dieu. Mais la richesse charriée par la radio est visiblement humaine, même si c'est par des opérations si complexes et si multiples que personne n'arrive à les reconstituer toutes. La richesse moderne, qui se fait toute seule, mais à partir d'activités humaines, ne divise pas que les vieux et les jeunes, mais aussi les valets de la religion. Certains religieux ne veulent pas reconnaître cette richesse, parce qu'elle ne serait pas divine mais "matérialiste". D'autres, au contraire, concluent, conséquents, que si la richesse est "matérielle", la richesse "matérielle" est divine. En 1968 à Medellín naît la "Théologie de la Libération". Ce shariatisme chrétien dénigre la passivité des pauvres, prévoit leurs révoltes, et proclame le soutien de l'Eglise à ces révoltes. Issu de ces nouveaux pauvres et créé par cette nouvelle richesse, ce parti religieux cherche à s'interposer entre ce trésor et les furieux auxquels il échappe, à raisonner ces furieux.

Car les "théologiens de la Libération" ne sont pas prêts à soutenir la révolte des gueux, mais la révolte des pauvres décidés à rester pauvres, la révolte des valets de rechange, qui ne se révoltent pas en leur nom, mais en celui de tous les pauvres. Les curés de la libération ne veulent pas que les pauvres deviennent riches, ils veulent que les "riches" deviennent pauvres. Ils ne veulent que plus ou moins de pauvreté. Ils ne soutiennent pas les gueux, qui veulent abolir toute pauvreté, mais les partis valets paupéristes. Ils ont reconnu la richesse moderne en tant que soumission, en tant que sous-développement de la pensée, donc en tant que pauvreté éternelle. La gloire, la richesse moderne sont pour Dieu. Et les hommes doivent devenir pauvres,

comme eux. Ainsi la guerre au Nicaragua est une guerre pour la richesse du monde : d'un côté, ces pauvres qui veulent dépasser la pauvreté, qui rêvaient de richesse et qui veulent maintenant la réaliser, les gueux ; de l'autre, les pauvres qui veulent la victoire des pauvres sans la fin de la pauvreté, qui veulent la soumission à la richesse, les valets. Ce que les sandinistes appellent économie est la même chose que les "théologiens de la Libération" appellent religion : toute la gloire, toute la richesse du monde, que l'homme doit *servir*, et qui doit lui revenir, non pas en entier à chacun, mais en fraction, en dividende, en points-retraite. Cette distribution de cette pseudo-richesse que ces valets proposent d'opérer en vertu de la justesse de leur point de vue, est ce qu'ils appellent "justice" sociale ou chrétienne.

Au milieu du lac de Nicaragua, il y a une grande île, Ometepe ; et au sud, un archipel, Solentiname. Sur Ometepe, dont les deux volcans se dressent vers le ciel comme la poitrine d'une femme, se rencontre l'esprit du trésor : "La nuit on remarque quelquefois la présence d'un trésor enterré, grâce à l'apparition d'une boule brillante qui s'élève dans le ciel et retourne à la terre. Voici le témoignage de Don Carlos Vargas, père :

"... Ici, apparaît une boule qui sort de la terre à côté du néflier. Elle prend le chemin qui va vers le lac, et revient ensuite jusqu'aux cocotiers. Là, elle se met à sauter entre les branches de haut en bas et, après un moment, elle revient s'enterrer de nouveau à l'endroit d'où elle est sortie. Ce trésor appartenait à Montezuma qui l'a enterré dans cette île. Un jour, un homme est venu me demander la permission de creuser un trou dans mon terrain. J'ai accepté, car le trésor de Montezuma, qui est très important, se trouve dans ma propriété. L'homme m'a dit que nous nous partagerions ce qui serait découvert. Il était accompagné d'une personne qui resta dans la salle lorsqu'il commença à creuser le trou. Cette personne avait le regard fixé sur un verre d'eau qu'elle avait apporté avec elle, et qui était posé sur la table. Dans le trou, l'homme vit apparaître une terre blanche qui ressemblait à de la cendre. J'ai été prévenir la personne qui regardait toujours son verre. Elle m'a dit qu'il restait un quart de mètre à creuser pour découvrir le trésor, et elle restait comme hypnotisée, prise de convulsions et de tremblements. L'homme creusait avec beaucoup d'enthousiasme et je pense que cet homme, sentant le trésor si proche pensa le garder pour lui tout seul ou pour le moins me tromper pour en obtenir la plus grande partie. Alors, on a entendu tout à coup un grand vacarme comme si quelque chose de très lourd s'enfonçait profondément dans la terre..." Tandis qu'à Ometepe le trésor du passé reconnaît les siens, à Solentiname, la pauvreté moderne fait de même.

Y tient une pauvre cour, Ernesto Cardenul, triplement infâme (pouèt, curé et bientôt ministre de la culture). Cette tiède bouse de Dieu était, par la pouétrie, déjà une vedette locale de la reptation, une espèce de Teilhard de Chardin sous-développé, c'est-à-dire un con miniature. Ce "théologien de la Libération" organisait des débats "publics" autour de l'Evangile, dont le peu de luxuriance est encore extirpé, aplati en paupérisme et en marxisme. Cardenul qui affirme qu'on peut être marxiste sans avoir lu Marx, illustre avec éclat combien le marxisme a toujours été la pire insulte à Marx : "Je suis venu dans cette île à la recherche de la solitude, du silence, de la méditation et finalement de Dieu lui-même. C'est Dieu qui m'a conduit vers les autres. C'est la contemplation qui m'a conduit à la révolution. Je l'ai dit bien souvent : ça n'a pas été la lecture de Marx qui m'a conduit au marxisme. Ça a été la lecture de l'évangile. On ne doit pas faire de différence entre le spirituel et le temporel. Pas plus qu'entre l'évangile et la politique... La contemplation est importante pour la révolution... Ma mission, c'est de prêcher le marxisme de l'endroit où je me trouve, mais un marxisme avec Saint Jean de la Croix." Evangile et marxisme sont la même sauce. Cardenul insiste : "Je crois aussi qu'il ne faut pas faire de distinction entre charité et révolution. C'est la même chose." Cardenul et ses disciples, ou les visiteurs qui viennent en toute simplicité débattre avec la vedette, mais qui se gardent bien de la contredire, surtout lorsqu'elle fait l'apologie du stalinisme cubain, sont en fait, ô stupeur, des guerilleros déguisés en paysans ! Fin 1977, Ernesto Cardenul file à l'étranger où il fait savoir qu'il est membre du FSLN. En septembre 1978, la contemplation et Dieu réunis l'ont amené à faire une tournée en Europe où sa petite renommée et sa grande abnégation lui permettent de draguer des banquiers pour son employeur sandiniste.

C'est un peu plus qu'une coïncidence et un peu moins qu'une connivence qui fait qu'au moment de l'insurrection de Monimbó, en février 1978, où paraît le testament des vieux esprits (Palma de Feuillet), paraît aussi à propos du Nicaragua la seule contribution théorique à la critique du paupérisme moderne : "Incitation à la réfutation du tiers monde" (Rafael Pallais). Les frontières imprécises du tiers monde sont aussi les limites précises de la "Théologie de la Libération". Le sous-développement est l'alibi économiste de ces idéologues et le tiers monde est l'invention moraliste qui justifie tous les paupéristes. Pallais, qui malheureusement emprisonne cette vérité fraîche et vigoureuse dans la dialectique, plutôt que de l'y libérer (il ne semble pas pouvoir, par exemple, utiliser un génitif sans l'inverser) et qui épaissit fort cette critique venue au bon moment en lui imposant

une revue non critique de la théorie et du style situationniste, souligne fort opportunément combien le sous-développement n'est que dans la tête de ceux qui y croient. Le sous-développement, qui explique et justifie tous les maux, est également la limite de toutes les révoltes, transforme la colère en plaintes aussi bien que le qualitatif en quantitatif. Le tiers monde est l'espace que s'est créée la pensée sous-développée et qui a pour fonction de médiatiser la richesse moderne et les pauvres modernes. Le tiers monde est un dépotoir intellectuel avec une apparence géographique qui vit de la contradiction d'être ce qui doit être dépassé et ce qui ne peut être dépassé : de fait, jamais encore un Etat catalogué tiers monde ne s'est vu promu dans un autre monde, et à vrai dire, on n'imagine même pas comment une telle promotion serait possible, tant elle ruinerait d'avantages dans le sous-développement de la connaissance et de la pensée des tiers-mondistes de toutes religions.

Le paupérisme chrétien de "libération" est tout à fait complémentaire du paupérisme guévaro-léniniste. Evangile et marxisme sont la même sauce. Et lors de la soudaine et violente poussée des gueux du Nicaragua, aucun récupérateur, aucun adolescent prolongé, quels que soient sa soutane ou son treillis, n'est de trop. Curés et guerilleros suffisent à peine pour s'emparer de la parole des gueux ayant survécu à Septembre. Comme nous l'ont montré ceux d'Iran, la réquisition de la religion et du matérialisme, la main dans la main, est la condition sine qua non pour la récupération du débat, c'est-à-dire pour rétablir le silence.

"La critique théorique du Front sandiniste ne peut être une critique de la théorie du F.S.L.N., puisqu'il est aussi ennuyeux que superflu de discuter sur ce qui n'a aucune sorte d'existence" dit assez justement Pallais. "Cette critique ne peut que comprendre et exposer les fondements historiques de cette absence, pour procéder ensuite à la critique de ses désastreuses *conséquences pratiques*, et de l'*apparence* idéologique sous laquelle elles se cachent." Après Septembre, les conséquences pratiques de l'absence de théorie sandiniste et leur apparence idéologique sont devenues aussi nécessaires pour les valets que désastreuses pour les gueux. Les sandinistes sont des étudiants qui ont bâclé leurs études, des adolescents prolongés semi-ignares et doublement arrivistes. Face aux enfants, ils se targuent de leurs études, et face à ceux qui les ont moins bâclées qu'eux, ils se targuent de leur ignorance, sous-entendant qu'ils ont employé leur temps bien plus utilement qu'à apprendre ; tout ceci avec l'aplomb goguenard du boutiquier. Modeste et satisfait, Tomás Borge, le plus vieux et le plus respecté de ces étudiants sous-développés, étale sa nullité à une

carpette journalistique en extase : "Karl Marx je ne l'ai pas lu dans mon adolescence. Ensuite je n'ai guère eu le temps de lire. Je ne dis pas que nous soyons ignorants de cette littérature scientifique : quel révolutionnaire peut affirmer n'avoir pas été influencé par Marx ? Mais je ne dirai pas non plus que nous sommes très savants sur ce sujet. J'ai lu bien davantage Rousseau que Marx. Quels penseurs m'ont influencé ? Sandino, tout d'abord, bien sûr, et Carlos Fonseca. Victor Hugo et John Steinbeck ont beaucoup aidé à notre formation morale. Miranda, Bolívar, Martí ont aiguisé notre sens de la patrie. J'ai bien sûr médité sur l'Etat et la Révolution de Lénine, mais je n'oublie pas ce que je dois à ma mère, Ana Martínez, une femme très intègre." Comme Cardenul, Borge et marxiste, et comme Cardenul, Borge n'a pas pris la peine de lire Marx : il n'a pas eu le temps. Pour le reste il expose avec une saisissante concision toute la misère sandiniste, toute la Weltanschauung tiers-mondiste, ce à quoi sont réduits aujourd'hui les horizons de l'adolescence prolongée : Rousseau, pour faire positiviste et inoffensif ; Sandino et Fonseca, qu'on trouve toujours le temps de lire puisqu'ils n'ont rien pensé, et qui sont indispensables à citer, pour donner de la profondeur à l'image du FSLN, en plaçant à son origine de grands théoriciens, encore méconnus ; Hugo et Steinbeck, pour justifier la morale bourgeoise du siècle passé, qui est bien le mode de comportement des carriéristes en treillis ; pour sous-développer cette morale, le patriotisme anti-colonialiste latino, et pour la muscler, le grand théoricien de la police moderne, Lénine ; enfin, pour montrer sa soumission à la famille nicaraguayenne construite autour de la mère, la canaille y va de son petit oedipe malgré le fait notoire que sa virilité est restée dans les prisons de Somoza. Toutes ces racines dont se réclame Borge ne sont vraisemblablement qu'une composition, un produit marketing pour soutenir l'image naïve mais décidée du FSLN, plus modérée que ne l'avait crainte le lecteur du journal français qui imprime cette interview. Les sandinistes sont des dogmatiques qui ne connaissent pas les dogmes. Ils les réinventent selon les circonstances comme des joueurs d'échecs ignorant la théorie réinventent les ouvertures en sacrifiant leurs pions : "le terme de "révolution" est banni du vocabulaire, celui de "socialisme" est utilisé avec prudence. On n'adjoint pas d'adjectif ("bourgeoise" par exemple) à l'expression "démocratie"', écrit Jean-Pierre Clerc en novembre 1978, lorsqu'il fait officiellement allégeance aux sandinistes au nom de son journal "Le Monde". Un an après, les sandinistes auront à la fois banalisé et sacralisé ces mêmes mots, et quelques autres. Contraints de donner aux mots un sens qui les justifie dans leur entreprise de freinage de

l'histoire, ils élaborent, au milieu d'une forêt de sigles, un patois tiers-mondiste dont voici quelques traductions : "avant-garde" = monopole infailible de l'autorité ; "peuple" = ceux qui reconnaissent le FSLN comme avant-garde ; "masses" = partie du peuple embrigadée dans des organisations appartenant à l'avant-garde ; "démocratie" = fonctionnement interne + récompenses sociales des organisations de masse ; "socialisme" = extension de la démocratie au peuple, puis à tous les citoyens vivant sur le sol de l'Etat ; "bourgeoisie" = opposition libérale ; et enfin, celui qui sera le plus utilisé, "révolution" = action du FSLN (et par extension, parfois, action des masses) d'où, "contre-révolution" = action contre le FSLN.

Hors du Nicaragua, la défaite des gueux y a paru complète et définitive. Mais au Nicaragua, l'ambiance est telle que personne ne doute d'une reprise imminente de l'offensive, juste le temps que s'achemine en première ligne une nouvelle vague d'enfants, déjà bourrés de haine et de confiance, et qui rient de la mort. "Les nuits de Managua sont singulièrement agitées. Tous les soirs des bombes explosent aux quatre coins de la capitale. Et des échanges de coups de feu y ont lieu toutes les nuits dès après le crépuscule." Le même Clerc exprime très bien cette trouille de tous les valets face à la haine de tous les gueux pour Somoza ; il est même si impressionné qu'en novembre il lui paraît tout à fait improbable que le dictateur passe l'année ! Les autres récupérateurs, libéraux, somozistes et américains, ont pris beaucoup de retard sur les paupéristes, curés et guerilleros. Ils sont réduits à chuchoter entre eux, en des simulacres de négociations, ou à faire comme Clerc et son journal, apporter leur soutien aux sandinistes, qui ont sauvé leurs intérêts en Septembre en décidant la bataille en faveur des valets, et qui apparaissent maintenant comme les seuls garants crédibles de l'ordre.

Rien ne rend mieux l'incertitude de cette triste victoire des tristes qu'un énorme éclat de rire, et la fragilité de la poussée paupériste dans le débat des pauvres sur la richesse qu'une perle. André Jacques est un apologiste notoire et fier de l'être des sandinistes. Pour étoffer sa traduction de "Cinquante ans de lutte" de Humberto Ortega, il augmente le maigre patati patata du terceriste sous-développé d'un texte qu'il introduit comme suit : "Le document suivant est particulièrement important pour la compréhension de l'attitude nord-américaine. Il s'agit d'un document secret attribué à l'Ambassade américaine à Managua et portant la date du 26 octobre 1978..." Ce texte est évidemment un *faux*. Voici donc ce faux, dans sa traduction pleine de fautes.

ORGANISATION MONDIALE
DES ECHANGES ET DU PROGRES

*Rapport confidentiel sur l'unique façon
de sauver notre civilisation
dans l'isthme d'Amérique centrale*

Depuis une année à peu près, notre système traverse une crise très aiguë dans ce riche et petit pays qu'est le Nicaragua. En effet, la dictature somoziste, qui a représenté - jusqu'à présent - l'unique moyen de développer et de soutenir notre forme historique d'intervention dans ce pays, est l'objet de critiques chaque jour de plus en plus vives de la part de la presque totalité de la population ainsi que d'une partie importante des systèmes de représentation politique des pays voisins.

Il nous paraît que ces critiques sont un phénomène naturel dans la mesure où le somozisme, comme tout système de dictature, n'a pu disposer d'aucun mécanisme juridique et politique sur lequel fonder sa légitimité, mais dans cette mesure, il a permis, comme toute forme sociale de développement des échanges marchands, la mise en route d'un *certain* développement de la conscience socioculturelle de la population.

Nous ne devrions plus cacher que la famille Somoza, après avoir établi au Nicaragua les bases de notre système, en détruisant les dernières barrières structurelles qui l'opposaient à ce système et en luttant contre le communisme international - alors que celui-ci représentait encore un réel danger pour nous du fait de l'absence dans le pays d'une véritable conscience marchande dans la population - est actuellement un obstacle à notre politique et à l'élargissement de notre pouvoir dans un pays où nous devons encore réaliser de très grands progrès économiques.

Nous ne devons pas non plus oublier qu'au long de l'histoire notre système économique a bien su surmonter ses crises économiques et politiques, qu'il est voué à un progrès économique et politique toujours plus grand, et qu'il ne retourne pas en arrière en s'inspirant des modèles du passé. Ce n'est pas, non plus, par le truchement d'une dictature que nous allons sauver la situation au Nicaragua : nous ne pourrions faire mieux, en ce domaine, que le général Somoza lui-même.

Au sous-emploi qui depuis longtemps augmente dans le pays et qu'il ne faudrait pas confondre avec le chômage structurel et institutionnalisé de nos sociétés avancées, il faudrait répondre par l'injection de quantités plus grandes de capitaux générateurs d'emplois de façon à ce que nos *employés* n'oublient pas que du point de vue social le fondement matériel de leur existence c'est le travail, créateur de notre richesse et de notre civilisation. Face à l'absence de légitimité du système politique de la dictature somoziste, il faut instaurer un véritable système de représentation politique dans lequel chaque couche sociale soit à même, dans la mesure de ses possibilités, de s'exprimer relativement au poste qu'elle occupe dans notre système, mais sans parler contre lui.

Voici les grands axes de développement que doit suivre le Nicaragua s'il veut connaître les grands progrès que peut lui apporter notre civilisation. Cependant, il existe deux obstacles majeurs qui empêchent le déroulement de ce progrès.

Le premier est tout simplement la dictature elle-même. En effet, le somozisme de par sa nature de camisole de force institutionnalisée, de par son manque notoire et permanent de respect de la libre concurrence et à cause de la crise structurelle profonde qui l'affecte et qu'il ne pourra jamais surmonter, ne donne aucune garantie aux investissements productifs à long terme. Par ailleurs, du fait de sa nature politique qui ne connaît que de la violence policière pour se faire respecter (la nature mensongère de sa propagande est sans pareille si on la juge par le manque de discernement grotesque avec lequel opère sa police) le somozisme ne tolère aucune représentation politique qui ne lui soit subordonnée.

L'histoire de nos sociétés avancées comme celle des bureaucraties communistes, mais d'une façon moins élaborée, nous a appris que le développement de nos systèmes productifs a besoin des systèmes de représentation politique dans lesquels les aspirations des couches productives pouvaient être canalisées et décanées de toute velléité de rébellion. De nos jours, la manière la plus efficace d'étouffer les cris de rébellion populaire contre notre système et de donner au peuple la parole dans le cadre de nos institutions pour que ces cris se transforment en discours.

Les nouveaux bouleversements sociaux qui se sont produits dans de nombreux pays à partir des années 67 (les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, la Tchécoslovaquie, le Portugal, l'Italie...) nous ont, avec horreur, démontrés qu'il n'existe au monde qu'un seul danger sous l'optique de la défense de notre société : lorsque les travailleurs peuvent entre eux parler de leur condition et de

leurs aspirations sans intermédiaires. Or, ceci menace de se produire malheureusement au Nicaragua, si toute représentation politique est empêchée de s'exprimer.

Le second obstacle bien qu'il soit moins visible n'en est pas moins grave : il s'agit là de certains aspects que revêt le mouvement d'opposition à la dictature. En effet, bien que ce mouvement par sa très large représentativité ne s'oppose à un "somozisme avec ou sans Somoza" qu'en tant qu'une des manipulations de notre système devenu inadapté au bien public, il n'est pas moins vrai que certaines de ces manifestations non contrôlables paraissent mettre en question la nature même du système. A titre d'exemple nous voudrions seulement signaler les grèves dans la production, notamment agricole, qui ne devraient pas être confondues avec les grèves formentées par les patrons qui ont été en grande partie bien contrôlées ; certaines agressions contre la propriété privée ou collective : des assauts à des banques, des pillages populaires, la destruction de moyens de transport collectif, la mise à feu des fabriques, des occupations illégales des terres cultivables ; une certaine organisation de leur propre vie de la part de l'humble peuple sur leur lieu d'habitation, organisation qui entraîne leur défense armée. En outre, la critique très répandue sur la famille Somoza et sur la Garde Nationale peut devenir vraiment dangereuse si la crise se prolonge car elle deviendrait dès lors une critique généralisée de la bourgeoisie et de son armée.

En face de ces deux principaux obstacles, notre préoccupation de fond est : que faire pour sauver de la violence populaire les échanges marchands qui sont et représentent les seules activités capables de porter les progrès de notre civilisation ?

La situation actuelle s'oriente vers une confrontation militaire entre l'armée somoziste et le Front Sandiniste de Libération Nationale. En effet, la médiation politique, c'est-à-dire la répartition du pouvoir est vouée à l'échec, non pas, comme d'aucuns le prétendent, parce que l'opposition est divisée, mais tout simplement parce que le général Somoza, en tant que véritable dictateur qui se respecte, ne l'acceptera pas.

Quels sont nos intérêts dans ce affrontement et, avant tout, quelles sont les issues possibles ?

Ou bien le général Somoza sort vainqueur... Dans ce cas les destructions généralisées au niveau des structures économiques et sociales du pays nous permettrons de le détruire sans délai (il se trouvera alors dans l'incapacité totale de faire marcher économiquement le pays) et de mettre à sa place nos propres gens qui pourront tirer un profit politique du titre glorieux de "sauveurs de la

patrie" et de l'aide économique internationale. Leur tâche à l'avenir leur sera facilitée dans les domaines politique et économique d'une part parce que l'opposition radicale se trouvera considérablement réduite et d'autre part parce que le territoire se trouvera enfin disponible pour recevoir des capitaux au profit des nationaux et des étrangers.

Ou bien l'armée somoziste fera face à des difficultés militaires réelles. Cependant, cette éventualité est peu probable du fait que le général Somoza et son état-major ont su démontrer en septembre dernier que leur détermination peut aller jusqu'à la complète destruction des villes. Quoi qu'il en soit, au cas où cette éventualité pourrait avoir lieu, il serait encore temps de faire intervenir de manière neutralisantes les forces militaires de l'Organisation des Etats américains (ou de l'O.N.U. au cas où les tensions seraient trop fortes entre les démocraties et les dictatures appartenant à l'O.E.A.) pour pacifier les pays et servir un gouvernement dont le contrôle militaire serait assuré.

Ainsi donc, l'éclatement d'une guerre civile serait la seule issue qui pourrait maintenir notre civilisation au Nicaragua. Dans le cas contraire, si les forces populaires ne s'épuisent pas dans l'action populaire, le seul domaine où le gouvernement au pouvoir est compétent, il existe le danger que ces forces renforcées par la crise économique qui sévit dans le pays déclenchent une force sociale telle, que le phénomène sera alors très difficile à contenir à l'intérieur des frontières.

C'est avec une grande tristesse que nous terminons ce rapport en pensant notamment aux victimes de cette future guerre toute proche. Mais ceci est le prix que l'homme doit payer pour sauvegarder les progrès de sa civilisation. Nos voisins des dictatures communistes ne nous contrediront point dans cette grave affaire.

Washington, le 26 octobre 1978.

2) D'OCTOBRE 1978 A AVRIL 1979

Sur le champ de bataille jonché de cadavres commence le ballet des vautours. Les valets vont se distribuer les profits de la victoire de Septembre : mais de butin, il n'y a pas. Au contraire, toutes les bruyantes manoeuvres qu'ils vont donner en spectacle concernent leur réorganisation, c'est-à-dire la nouvelle donne des responsabilités et des commandements, en vue de la prochaine attaque et en raison de la part prise dans la précédente. Car, victoire singulière qui explique la modestie du triomphe, s'ils ont conquis le champ de bataille, les valets semblent désormais assiégés dans ses ruines, et s'ils ont imposé le silence aux gueux qui avaient commencé à balbutier, ce silence semble soudain plus menaçant que ces balbutiements.

Négocier, s'unir, négocier, voilà ce qu'ils veulent tous. La panique aurait fait se ruer le FAO le premier à la table des négociations, s'il n'y était pas assis de naissance. L'ignorance de ce qui vient de se passer et de ce qui peut se passer, y pousse le gouvernement des Etats-Unis, nécessiteux de s'instruire. Le désarroi y amène Somoza, ébranlé par l'inutilité de sa brutalité, en dépit de son incapacité et de son mépris pour toute négociation. La remise des lauriers, le cabotinage et l'appât de la promotion sociale, enfin, y attirent le FSLN. Mais même dans ce moment crucial, c'est encore l'étiquette, construite sur le respect des mensonges passés, qui régit tout dialogue. Le FAO n'a pas le droit de discuter avec Somoza, puisqu'ils sont officiellement ennemis ; le gouvernement des Etats-Unis ne peut pas s'entremettre, puisque officiellement il s'agirait d'une ingérence dans un pays étranger. Ces deux difficultés sont résolues d'un coup. L'OEA nomme une Commission de Médiation entre le FAO et Somoza ; cette commission sera composée de trois Etats, les Etats-Unis et deux de leurs minuscules satellites, Guatemala et République Dominicaine. Mais pour les sandinistes qui ne portent pas de cravates, l'étiquette est doublée de préjugés : le guevarisme de leurs manières et le léninisme, même déformé de leur langage, choquent encore. Au moment où le vieux monde est menacé, leurs vieux et leurs jeunes défenseurs en sont encore à ergoter sur le protocole, au moment où il faut faire l'unité sur le fond, ils se divisent sur les formes. On conçoit la rage et l'humiliation des cheffillons du FSLN, exilés à la cuisine.

Le FAO demande timidement que le FSLN soit admis à table. Septembre a mis fin à la concurrence entre FSLN et FAO. Le FAO se

contenterait d'être la représentation politique, même subordonnée, du parti dont le FSLN est l'armée. Mais si le grand interlocuteur américain consentait à un face à face avec les sandinistes, l'ambition du FAO, déjà réduit à faire l'interprète américano-marxien et le médiateur entre la Commission de Médiation et la cuisine, s'écroulerait tout de suite. Le FAO, se grillant là ses dernières et rares sympathies, commence donc à négocier la victoire du FSLN avant d'obtenir que ce vainqueur de Septembre soit admis à la conférence des valets.

Le FSLN aurait d'ailleurs pu forcer la porte de la salle à manger, s'il avait autant de désinvolture avec les valets qu'avec les gueux. Mais le FSLN est lui-même divisé. Les terceristes, qui auraient peut-être eu le culot de demander tout de suite le salaire de leur rabattage, sont jalouxés par les deux autres tendances, persuadées que les terceristes ne partageraient pas le bénéfice de leurs succès. Craignant de se voir dégradée en sous-offs d'un FSLN terceriste ou de se retrouver rejetée dans une marginalité hors du champ de l'information officielle, comme la quatrième tendance du FSLN, appelée "authentique" mais rejetée par les trois autres (le FSLN-auténtico est né d'une scission de 1970 ; elle deviendra FO, Front Ouvrier), la tendance prolétarienne, qui a bien observé les méthodes terceristes, publie le 6 octobre un pronunciamiento, dans lequel tout le FSLN, non consulté bien sûr, rejette toute négociation. Le 25 octobre, les 12 salopards, qui à ce moment du film ne sont plus que 7, quittent le FAO en reprochant aux Américains de vouloir imposer un "somozisme sans Somoza". La force du FSLN, même divisé, est ainsi publiquement établie : il a suffi qu'il siffle ses chiens du fond de la cuisine, pour casser le FAO en deux appendices dans la grande salle à l'étage au-dessus : l'un soumis aux sandinistes (d'autres petits groupements suivirent les 12 salopards), l'autre offrant ses maigres services au gouvernement des Etats-Unis. Le lendemain, Somoza, agacé par ces manoeuvres desquelles il est exclu, rappelle la dure situation *historique* : "De toutes façons, la fête de septembre, tout le monde va devoir la payer." En effet, les gueux ont versé un acompte, mais après tout, c'est leur fête ; ils vont bientôt débiter un second versement ; cette fois-ci ils forceront peut-être un peu la main aux radins valets, en faisant payer de leurs personnes le FAO, Somoza et le FSLN ; puis les Etats-Unis seront obligés de mettre la main à la bourse ; puis, comme le prédit si bien le perro mayor, ce sera le monde entier qui sera mis à contribution.

Avec un grand soupir terceriste, le FSLN reprend sa petite routine guérilleresque début novembre. Les opérations qui suivent ne

sont notables que parce qu'elles sont meurtrières pour les sandinistes, qui jusque-là s'étaient montrés si économes de leur propre sang. Mais maintenant on peut envoyer au casse-pipe le surnuméraire muchacho, pas toujours aussi docile que l'exige la sévère discipline du carriérisme paupériste, pour lui apprendre à vivre. Les nombreux casses de banques, que l'information attribue un peu vite au seul FSLN, comme toute activité subversive justifiable, deviennent les prototypes de cette activité auto-immunitaire, lorsqu'ils sont réellement exécutés par la guérilla. Ils ont le triple mérite d'occuper les recrues, de fermer les bouches trop ouvertes ou trop inutiles, et de payer les salaires des survivants et de leurs patrons. Les sociologues noteront au passage que grâce aux sandinistes, le casse de banque, qui depuis longtemps est un métier, mais un métier indépendant, est tombé dans le salariat : les casseurs de banque sandinistes ne gagnent pas plus s'ils cassent une banque que s'ils ne font rien (ou que s'ils en cassent trois). Cela dit, il n'est pas sûr que certains de ces nouveaux employés de banque ne se soient pas mis à leur compte en cours de travail : le nombre des désertions des enrôlés de Septembre n'est évidemment pas connu. D'autre part, les économistes n'auront pas manqué d'objecter au passage que les banques nicaraguayennes étaient déjà vides avant d'être attaquées, tant les capitaux avaient déjà quitté le sol de cet Etat, où la propriété privée n'est plus respectée, ce qui laisse supposer qu'on gagnait plus avec un maigre salaire de guerillero qu'en part de hold-up, et, par conséquent, qu'il s'agissait bien d'expéditions punitives pour leurs auteurs. Car les financiers du FAO, et de nombreux politiciens occidentaux et d'Amérique latine ne manqueront pas de se souvenir, au passage, que les grosses dépenses du FSLN, l'achat et le stockage d'armement lourd, et la vie en exil, ne dépendent nullement de ces opérations de sacrifices d'adolescents, mais bien plus des talents de mendicité d'un Cardenul. Dans l'irrespect de la légalité et de la mort, d'ailleurs, les sandinistes ne font que suivre l'exemple de tous les gueux, vaincus de Septembre, qui payent maintenant par la revanche de la survie d'avoir échoué si près de la vie : "Shortages of many items became critical, contributing to panic buying, hoarding speculation and looting." "In sum, many nicaraguans went without sufficient food, and health conditions were deplorable. Although some two thousand died in the september insurrection, seven times as many nicaraguans (mainly children) died in the following gastroenteritis epidemic."

Si le 10 janvier 1978 avait été la mort du chef du parti libéral, le 10 janvier 1979 est la mort du parti libéral sans chef. A cette manifestation anniversaire, 50 000 pauvres dans les rues de Managua

commencent à se battre au moment où les leaders du FAO leur disent de rentrer. Sur les dégâts causés par l'épilogue de cette journée tant crainte, l'information est beaucoup plus discrète qu'un an avant, ce qui est une sorte de record. Une chose est sûre : le FAO a cessé même de pouvoir soutenir la prétention de négocier avec qui que ce soit. Car une autre est probable : les gueux, qui ne semblent pas s'être battus le lendemain, ne sont pas encore régénérés depuis Septembre. Le FSLN, absent, l'a enregistré aussi bien que Somoza, présent.

Somoza et le FSLN ont appris qu'ils ont besoin l'un de l'autre pour contrôler un débordement de la rue. Le négociateur américain, Bowdler, n'est pas encore parvenu à en convaincre ni même instruire son gouvernement, décidément indécrottable. Malgré les apparences, la seule négociation utile, urgente, est celle entre Somoza et le FSLN. Mais Somoza et le FSLN sont séparés par la rue. Et s'ils sont aussi complémentaires que deux trottoirs opposés, c'est précisément parce qu'ils sont séparés par la rue. Toute négociation mettrait fin à cette complémentarité. La rue les oblige à se faire la guerre : le salut du trottoir, en tant que tel, lorsque la rue déborde, consiste en ce que la rue choisisse de préserver l'un des trottoirs et d'engloutir l'autre. Et la seule guerre qui rende l'initiative au trottoir contre le débordement est celle qui vide la rue, parce qu'on se la livre avec de la grosse artillerie d'un trottoir à l'autre. Seule une guerre militaire entre deux armées de métier peut soumettre ou tuer les civils. Si une guerre entre les valets peut diviser les gueux, cela mettrait fin à leur guerre contre les valets. Sur le "Front Sud" où somozistes et sandinistes ont acheminé un matériel conventionnel à peu près équivalent, les mercenaires des deux trottoirs s'entraînent déjà, tout en gardant un œil inquiet sur les velléités de révolte des enfants. Le 19 janvier, Somoza refuse une ultime proposition de la Commission de Médiation et rompt les négociations, se désenchaînant à son tour du FAO, ce poids mort, avec lequel le FSLN avait déjà rompu le 13 décembre. C'est la plus lourde conséquence de Septembre : en laissant l'ennemi militariser le débat sur le monde, les gueux en abdiquent la maîtrise.

Le 1er février, le FSLN met en place une sorte de Ligue du Latium, en regroupant tous ses "alliés", en fait plutôt clients, dans un Front Populaire (un de plus) Nicaraguayen. Le FSLN contrôle de l'extérieur cet espèce de cloaque politique de gauche, comme une chasse d'eau. Cette souillure gluante comprend l'odorant MPU (dont le travail est de sandiniser les pauvres en leur confisquant l'organisation des CDC), les 12 salopards, le suant FO, les partis et syndicats chrétiens de gauche. Le FPN est le FAO-privé du FSLN, son agence de relations publiques dont l'importance va diminuer dans la

proportion où le militarisme va croître. En attendant le retour béni d'une négociation, le FPN s'occupe à la collecte de fonds et au colportage de l'idéologie. Dépité que Somoza n'ait pas laissé sa place à la moitié non FPN du FAO, le gouvernement des Etats-Unis lui coupe l'aide militaire, le 8 février. Alors que l'intérêt de tous les valets est devenu de renforcer les deux armées, en en affaiblissant une, ce gouvernement manifeste avec éclat, et non sans puérilité, que la négociation a cessé avant qu'il ne comprenne la situation. Cependant, l'entraînement continue. En mars, on note 5 morts par jour en moyenne depuis le 1er janvier, enlèvements, tortures et escarmouches compris (la plupart des victimes sont toujours les muchachos sandinistes ou de la Garde Nationale recrutés depuis Septembre). Enfin, le 5 mars, le FSLN prouve l'unification des trois tendances par un film où Henry Ruiz lit une déclaration commune aux trois directions, regroupées en une Direction Nationale de 9 membres : Victor Tirado Lopez, Daniel et Humberto Ortega (terceristes) ; Carlos Carrión "fils du président du premier groupe financier du pays", arrêté avec 70 plus petits chefs le 4 avril, Carlos Núñez et Jaime Wheelock (prolétariens) ; Bayardo Arce, Tomás Borge et Henry Ruiz (GPP). Comme pour tout film, sa promotion publicitaire se fait aussitôt, avant la première, le 7 avril, sur la télévision cubaine : une conférence de presse "secrète" annonce la découverte d'un complot anti-FSLN de la Garde Nationale avec la bénédiction de "Washington". Une frémissante indignation s'empare alors de tous les intellectuels du monde, qui enregistrent avec satisfaction l'unification, qui prouve en déjouant d'entrée une aussi odieuse manoeuvre que l'efficacité sandiniste est maintenant multipliée par trois.

Il est grand temps. Car depuis la manifestation du 10 janvier de cette année, les gueux ont recommencé à bouger. Occupations de terres et pillages font fuir les somozistes, une grève des services hospitaliers les rend malades. "Aujourd'hui l'hypothèse d'une issue pacifique à la crise paraît plus éloignée que jamais. Affrontements entre guerilleros sandinistes et Garde Nationale, exécutions sommaires, manifestations anti-gouvernementales, attaques de banque et grèves, font partie du panorama quotidien."

3) D'ESTELI A JINOTEGA EN PASSANT PAR LEON (DU 5 AVRIL AU 30 MAI 1979)

Pour le 5 avril 1979, l'information ennemie rapporte un affrontement entre sandinistes et Garde Nationale à León, faisant 6 morts : 3 gardes nationaux et 3 civils. Les informateurs ennemis appellent désormais tout affrontement au Nicaragua affrontement entre sandinistes et somozistes : ils enrôlent d'office chez les sandinistes tous les combattants anti-somozistes. Avant janvier 1978, seule la propagande somoziste essayait de faire croire que toute opposition combattante était sandiniste ; depuis janvier 1978, le FSLN a reconnu la nécessité pratique de soutenir ce mensonge, servilement amplifié, depuis septembre, par les informateurs du monde entier. Ensuite, en introduisant le "civil", ces mêmes informateurs soutiennent maintenant le choix sandino-somoziste d'une guerre conventionnelle. A la guerre, le "civil" est l'innocent, celui qui gémit, celui qui fuit, la victime. Qu'il y ait 3 civils tués à León sous-entend que deux armées s'y battent ; mais pour nous, qui sommes du parti des non-militaires qui s'insurgent, cette invérifiable nécrologie journalistique laisse d'abord supposer que les sandinistes n'ont pas pris part au combat, ou alors, en seconde ligne, derrière les non-uniformés, comme en Septembre ; et donc, qu'une insurrection spontanée a eu lieu à León le 5 avril, dont le peu de tués et l'insouciant départ en vacances pascales de Somoza aux Etats-Unis, le 7, semblent refléter la portée limitée.

"Des appareils ont bombardé, le 8 avril, les environs d'Esteli pour disperser plusieurs groupes de guerilleros du Front Sandiniste de Libération Nationale qui devraient s'apprêter à pénétrer dans cette ville." Dès le 7, jour du départ de Somoza, 200 sandinistes attaquent Esteli, où ils ne pénètrent que le 9. Il ne s'agit plus là d'une attaque-surprise. Il est donc certain que le 9, lorsque les sandinistes arrivent, les gueux de la "Guernica du Nicaragua", comme on surnomme alors le dernier bastion de Septembre, sont insurgés ; et il est probable qu'ils l'ont été avant le 7, et que c'est leur insurrection qui a mis les sandinistes en branle, et non l'inverse, qu'ont sous-entendu impunément tous les chroniqueurs valets. Les informateurs quotidiens, qui ne visent dans les faits, à côté de la vérification de leur Weltanschauung personnelle, que l'effet qu'efface le lendemain, révèlent souvent par fragments des contradictions, des saillies, qui sont taillées ou expurgées dans les chroniques officielles. Ainsi

"la prise d'Esteli par les insurgés" (l'informateur semble ici amalgamer les sandinistes aux gueux insurgés, à l'inverse de l'amalgame devenu la règle, où l'on fait passer les gueux insurgés pour sandinistes, mais dans le même but) "a été précédée par vingt-quatre heures de combats, qui ont fait un nombre de victimes, notamment civiles, non précisé, mais qui pourraient atteindre une centaine de morts." Un tiers des 40 000 habitants évacuent Esteli le 9. Tranchées et barricades lui redonnent son paysage de Septembre.

"Le Front Sandiniste a lancé mardi" le 10 avril "un appel à l'insurrection générale contre le président Anastasio Somoza qui se trouve actuellement aux Etats-Unis." "Les Sandinistes annoncent mardi, qu'ils allaient concentrer leur offensive sur la capitale, Managua, et que leur lutte avait atteint sa "phase finale"" rapporte la presse quotidienne de gauche. Cette presse voit avec la même anxiété que le FSLN, recommencer Septembre à l'endroit même où Septembre s'était terminé. Les sandinistes, hantés par leur retard en Septembre, se précipitent cette fois-ci, pour confisquer leur spontanéité même aux premiers insurgés. Mais presse et guérilla, trop séparées de l'ambiance, la méjugent. Et l'appel sandiniste sera ignoré par les gueux du Nicaragua, qui ne sont toujours pas dans l'obéissance. C'est pour gommer cette contradiction entre le FSLN et les "masses" que l'appel du 10 avril sera complètement occulté par tous les chroniqueurs a posteriori. Black, le mieux informé, va même jusqu'au mensonge pur et simple : "But at least the organisation had avoided any temptation to call an ill-prompted national insurrection, according to a timetable dictated by the National Guard."

Mais l'insurrection d'Esteli ne justifie pas seule tant de précipitation sandiniste. C'est ce qui me conforte dans l'hypothèse d'une insurrection à León, le 5 ; cette insurrection sue aurait provoqué , ou en tous cas attisé celle d'Esteli, qui, à son tour, force le FSLN à intervenir, puis à appeler à l'insurrection générale. Seul dans Managua, de brefs mais vifs affrontements ont lieu entre "sympathisants" et Garde Nationale (4 morts). Ce n'est pas l'assaut de commandos sandinistes sur de petites bourgades (Cárdenas, Colón, Sapoá, Buenos Aires), qui assujettit les gueux à s'insurger sur commande.

Dans Esteli, les combats durent jusqu'au 14. Leur déroulement est rigoureusement le même qu'en Septembre : résistance enthousiaste et acharnée des adolescents précoces, incrustation des adolescents prolongés appliqués à contrôler tout débordement de leurs cadets, évanouissement miraculeux de ces guerilleros, entrée de la Garde Nationale dans la ville, nettoyage. Même le bilan est similaire : la Garde Nationale annonce 68 guerilleros tués, le FSLN 40 gardes

nationaux occis, auxquels il faut ajouter 30 orejas exécutées. Au total, il y a à nouveau 1 000 morts, soit un valet pour huit gueux. J'espère que ce texte contribuera à ce qu'un jour cette proportion soit inversée.

Le FSLN n'est revenu à Esteli que pour confisquer la nouvelle révolte qui y avait lieu. Je n'arrive à découvrir, ni dans la stratégie, ni dans la tactique, ni dans les déclarations et commentaires sur cette intervention aucune autre raison. Depuis Septembre, rien n'a changé dans les rapports entre guerilleros et insurgés spontanés, si ce n'est que l'armement nettement amélioré des premiers a accentué en proportion leurs prétentions hiérarchiques, déjà exorbitantes, sur les seconds. La séparation est devenue telle, que les sandinistes, qui ne pouvaient en Septembre qu'éluder le terrible débat, notamment sur les deux questions de l'instant, l'organisation pratique des gueux par eux-mêmes et la conduite de la guerre, l'interdisent en avril. C'est leur bravade réitérée de cette censure qui a valu aux jeunes d'Esteli cette nouvelle semaine d'occupation sandiniste, conclue par un nouveau et furieux massacre somoziste.

Pour démêler la prestidigitation de la nouvelle évasion in extremis des sandinistes, Black produit le témoignage postérieur à la chute de Somoza d'un militant anonyme. Chez les auteurs en lesquels la confiance est si notoirement limitée qu'ils ne peuvent pas ne pas systématiquement citer leurs sources, citer une source anonyme, donc invérifiable, est une des méthodes les plus honnêtes pour bidonner : "The Guard had the town completely surrounded, encircled. But the Frente broke the circle with a brilliant move." Qui pourrait en douter ! "They had foreseen the situation and left a couple of squadrons outside the city limit in the district known as San Roque, and there they carried out a swift diversionary operation, to distract the Guard. That left a gap, and hundreds of people - the attack units plus hundreds of new recruits - poured out the track called El Terrero." Comme c'est génial ! Que la Garde Nationale est idiote ! Elle n'a pas prévu la fuite des sandinistes ! Alors que les deux armées négociaient le matin même ! Car voici ce que nous apprend "Le Monde", en outre que le FSLN ne tenait plus qu'une partie de la ville le samedi 14 au matin : "En début de journée, samedi, une trêve avait été observée afin d'évacuer la population civile. Le groupe de guerilleros qui luttait encore samedi a réussi à s'enfuir vers les montagnes proches d'Esteli..." Depuis Septembre, somozistes et sandinistes savent terminer une insurrection ensemble : il ne peut pas y avoir de fuite miraculeuse le même jour qu'une négociation finale entre les deux partis valets.

Après cette nouvelle purge d'Esteli, le FSLN, et tous les valets qui le soutiennent, n'en sont plus à expliquer mais déjà à justifier. Comme lors des purges staliniennes, la bassesse de gauche se surpasse dans l'invention d'excuses. Trois d'entre elles suffiront à montrer qu'aucune version officielle n'est plus nécessaire aujourd'hui, parce que l'ignominie trouve refuge dans la désinvolture avec laquelle les pro-sandinistes, déjà très fortement majoritaires parmi les valets, l'escamotent. La première est celle du journal *Le Monde*, qui, obligé d'innocenter tout de suite, noie encore l'insurrection d'Esteli dans une "insurrection générale" qui n'a pas eu lieu : "De l'avis des spécialistes militaires, les sandinistes ont commis dans leur offensive de la semaine sainte la même erreur qu'en septembre dernier, en se maintenant dans les centres urbains au mépris d'une règle de la guérilla qui consiste à ne pas occuper une ville plus de vingt-quatre ou trente-six heures, à moins de disposer d'une force sensiblement égale à celle de l'adversaire." La haine pour l'auto-détermination des enfants est maquillée en "mépris d'une règle de la guérilla", la concrète purge de gueux provient d'une abstraite étourderie militaire, sous-entendue excusable, nullement voulue. Plus tard, il faut expliquer pourquoi, malgré l'appel sandiniste, il n'y a pas eu d'insurrection générale : "Le FSLN voulait, semble-t-il, déclencher une offensive de plus grande envergure, mais la découverte à Rivas, dans le sud du pays, et à León, à 90 kilomètres au nord de Managua de caches abritant des armes en quantité suffisante pour mille personnes, paraît avoir contrarié ses plans d'ouvrir plusieurs fronts à la fois." Le récit d'une opération policière efface la véritable question : pourquoi les pauvres du Nicaragua n'ont pas suivi l'appel du 10 avril que ceux de León et d'Esteli venaient de précéder ?

Chez Black, qui ne s'embarrasse d'aucune insurrection générale, la faute de la durée de l'occupation d'Esteli par le FSLN revient à l'enthousiasme débordant des gueux d'Esteli, lors de l'arrivée des sandinistes qui n'avaient rien prévu de tel : "what had not been sufficiently anticipated was the response of the local people." Et en effet, c'est bien la réponse des insurgés aux sandinistes qui force ceux-ci à rester une semaine dans la place pour y attirer la foudre. D'ailleurs ce massacre a du bon, pour Black : "After that came another of the Guards "cleaning-up operations" and that was important for the consciousness of the people here." Cet auteur est si engoué du FSLN, qu'il s'oublie jusqu'à laisser échapper que le massacre est bon pour la conscience, adaptation remaniée du célèbre adage : un bon indien est un indien mort. Le lecteur comprend, bien sûr, que je ne suis pas du tout hostile, au contraire, à la technique qui consiste à sortir une

citation de son contexte et à détourner son sens : il n'y a pas d'arme en soi interdite ; mais qu'à ce moment-là il faut le dire, sinon c'est un mensonge. De même, on peut donner des coups sous la ceinture, si on l'annonce au préalable. Si toute arme est neutre, le principe de son utilisation ne l'est jamais. A Esteli, le charcutier qui a pratiqué les deux saignées de septembre et avril est Somoza. Mais son assistant, celui qui immobilise la victime par derrière, est le FSLN. Et la phrase de Black trahit que ce félon épingle aussi le cerveau quand la brute ne pique que la veine, se réjouit de la perte de sang en ce qu'elle lui soumet les consciences affaiblies : si les pauvres d'Esteli veulent que la prochaine fois les sandinistes se retirent à temps, il ne faut pas être plus radical qu'eux, les reconnaître comme avant-garde, ne se soulever que sur leur ordre.

La troisième fable sur cette insurrection d'Esteli est la plus originale. Là, c'est le contraire d'une insurrection générale qui nous est raconté par Joaquín Cuadra, spécialiste militaire du FSLN : "Début avril, Somoza prend des vacances en Floride. Lors d'une communication avec le "Comandante" Rubén, responsable de la région d'Esteli nous avons juste le temps de lui dire : "Somoza est parti", sans préciser qu'il s'agissait de vacances. Sous la pression sans doute de la situation dans laquelle il se trouvait, il a interprété cette nouvelle comme un départ définitif et s'est lancé en quelques heures avec toutes ses forces dans l'attaque contre Esteli. Lors du contact radio suivant, nous lui avons dit qu'il devait se retirer immédiatement, que le moment n'était pas encore venu de prendre la ville et d'y rester. Mais les habitants avaient accueilli nos combattants d'une façon incroyable, se précipitant dans la rue, sortant des armes, montant des barricades. Nous étions alors devant un problème extrêmement délicat, tant du point de vue moral que du point de vue politique : le repli aurait laissé les masses à la merci des opérations de "nettoyage" de la Garde Nationale. Rubén a donc du rester quelques jours avant de se retirer avec les gens les plus compromis." Même "sous la pression" d'un soulèvement d'Esteli avant le 7 avril, le "Comandante" le plus impressionnable et le plus imbécile ne pouvait supposer le départ de Somoza définitif à ce moment-là, surtout sans en avoir aucune confirmation ; ensuite, il est impensable que Rubén, qui n'est entré dans Esteli que le 9, n'ait pas reçu de contrordre jusque-là ; enfin, la justification de rester dans les villes si longtemps est de ne pas laisser "les masses à la merci d'une opération de "nettoyage"". Cuadra confisque l'insurrection d'Esteli en ramenant son origine à une erreur de transmission interne aux sandinistes ; il la falsifie en transformant les gueux révoltés en chiens jappant joyeusement à l'arrivée de leurs

maîtres, subjugués par une si fougueuse fidélité ; et il la minimise en inversant l'action des sandinistes qui a permis le massacre en action qui l'a limité.

Ces informateurs ont éclipsé les affrontements indécis de León derrière leur victoire de la bataille rangée d'Esteli. Ce n'est qu'une supposition, mais corroborée par ce silence ennemi troublé d'allusions, par les méthodes de combat appliquées par les enfants de Managua deux mois plus tard, et par la taille de cette ville qui semble avoir empêché son occupation par le FSLN, qu'à León les insurgés n'ont pas tenté de conquérir de territoire, et se sont rendus insaisissables à la Garde Nationale en se réinsurgeant tous les jours, et aux sandinistes, en s'évanouissant toutes les nuits. "D'autre part, il semblerait que plusieurs dirigeants guerilleros auraient été tués mardi" le 17 avril "à León, la seconde ville du Nicaragua, dans une maison qui leur aurait servi de quartier général". Ce qu'on sait encore, c'est que les sandinistes reprochent aux Américains de n'avoir critiqué Somoza (rentré le 16), que pour l'arrestation de politiciens d'opposition (Córdova Rivas et Altamirano du PC, le 1er mai) et non pour les massacres d'Esteli et León, les deux villes étant à cette occasion mises à égalité.

Soit aiguillonnés par la peur d'être pris une nouvelle fois de vitesse par les gueux des villes, soit obligés de justifier par l'exemple leur propre appel à l'insurrection générale, les sandinistes mènent, depuis la chute d'Esteli, des actions quasi-quotidiennes. Ce sont toujours des nébuleux "harcèlements" contre des "objectifs militaires" ou des prises de petites bourgades, où il y a toujours plus de civils que de militaires tués. "Les colonnes qui participent aux actions que nous lançons en plusieurs endroits, commencent à se battre et ne peuvent plus arrêter. Beaucoup considéraient que cela n'avait aucun sens et que nous étions en train d'affaiblir les masses, de les exposer inutilement." Notable exception à cette exposition des "masses" qui a un sens, *policier*, l'escarmouche de Nueva Guinea, au sud-ouest du pays, où 128 guerilleros sont tués en rase campagne. Cuadra aura le culot de présenter ce revers comme une diversion pour soulager Esteli. Et, en effet, le spectacle qu'il veut donner de ce premier affrontement militaire sans gueux est censé divertir un peu l'attention d'Esteli et de León.

La nouvelle offensive d'avril révèle que l'hémorragie de Septembre est comblée. Et son premier et soudain affrontement, que les deux partis attendaient, dégage autour de la bataille d'Esteli les progrès des valets à Nueva Guinea, et gueux à León. Sur la frontière costaricaine, il n'y a pas de villes, donc pas de pauvres modernes.

Sandinistes et somozistes y accouchent du fruit rêvé de leur complicité, un front militaire classique, destiné à capter l'attention, une déportation à la campagne, un cimetière pour le débat sur le monde ; à Esteli, pris de court par trop de fougue et de spontanéité, malgré ses préparatifs, l'ennemi a été contraint au même dispositif qu'en Septembre : rabattage sandiniste, nettoyage somoziste, 1 000 morts, mensonge, minimisation, diversion. En Septembre, l'appel sandiniste s'était glissé dans l'insurrection générale. Mais en avril, les gueux désavouent l'appel sandiniste. Et le nouveau massacre d'Esteli, parce qu'isolé, n'assure aucune trêve à l'ennemi, et quoique nécessaire, devient dangereux, car transparent : les contradictions des justifications de gauche en témoignent. Mais bien plus grave encore, les gueux de León se révoltent maintenant sans se laisser massacrer. Et, du coup, selon une rumeur, c'est le FSLN qui y menace d'implorer : "On ne constate pas à Managua" lira-t-on le 25 juillet, "ces tensions qui ont déchiré, il y a quelques semaines, la deuxième ville du pays, León, où la tendance GPP ... et la tendance terceriste se disputaient au point qu'il a fallu envoyer une dizaine de responsables de la tendance "prolétarienne" - réputés pour leurs capacités d'organiseurs - pour calmer les passions." L'insurrection endémique de León est le spectre nicaraguayen de ce qui attend le monde sur toute sa surface, le déclencheur perpétuel de l'offensive d'avril et mai, la réelle petite guerre qui harcèle sans les renforcer les deux armées occupantes, malgré tous les efforts sandinistes d'y mettre fin à la manière de Septembre : "La presse gouvernementale a affirmé, mardi 1er mai, que quarante guerilleros sandinistes ont été tués au cours des combats qui ont eu lieu dimanche et lundi pour le contrôle de León, la deuxième ville du pays. La Garde Nationale n'aurait, de son côté, perdu que trois soldats dans ces affrontements. Le Front Sandiniste avait lancé dimanche" le 29 avril "une offensive importante à León, s'emparant de plusieurs quartiers, mais il a dû se replier devant les forces gouvernementales." Même la maxime, toujours vérifiée, comme quoi les sandinistes n'attaquent les villes que pour y juguler et pousser à la Garde Nationale une insurrection spontanée, ne suffit pas pour affirmer, par dessus les lacunes de cette information, les événements qui l'ont vraiment fondée.

Ces importants événements sont voilés par un rituel de la paix sociale qui revient à point nommé, la fête du travail, qui même dans ce pays le plus agité, remplit ainsi la fonction la plus conservatrice. Le gouvernement des Etats-Unis venait de comprendre à retardement la nécessité d'armer Somoza. Pour ne pas donner l'impression aux électeurs américains de revenir sur sa décision, ce gouvernement

devait maintenant prêter l'argent nécessaire par un biais, le FMI. Le FMI exigea la dévaluation du córdoba. Avant d'être parti en vacances, Somoza avait accepté, ce qui avait entraîné une hausse des prix de 40 % . Aussi le 1er mai, tout rassemblement en dehors de celui du dictateur fut interdit. Il y promit une hausse des salaires de 15 % . Les derniers salariés du Nicaragua eurent vite fait le calcul, que 25 % de leur salaire d'hier servait par conséquent à financer aujourd'hui l'armement du dictateur. Comme León fut caché derrière le 1er mai, les échauffourées du 1er mai furent cachées derrière les arrestations, déjà mentionnées, de Córdoba Rivas et Altamirano.

Le 17 mai, les jeunes de Managua (où on incendie les bus) Masaya et Chinandega s'insurgent : 13 morts. Le 20 mai, Le FSLN est obligé de prendre Jinotega, commune voisine d'Esteli. Cette occupation, sur laquelle on ne sait rien d'autre, a duré cinq jours. La durée de l'occupation d'une ville par les sandinistes a, jusque-là, toujours été proportionnelle à la difficulté de s'y faire obéir, et, conséquemment, à l'étendue du massacre. Pour Jinotega, les chiffres en sont inconnus, mais cette ville a donc été occupée un jour de moins qu'Esteli. Black en mentionne le violent contrecoup à l'intérieur du FSLN, qui en plus d'y avoir perdu son chef local, Pomares, aurait vu tout son "front nord" désorganisé, d'une part par le nombre de ses tués, d'autre part par l'afflux massif de "recrues" de Jinotega. Cette insurrection si tue semble avoir été sue par les infatigables gueux de León que la Garde Nationale est obligée de reconquérir au tank Sherman (8 morts), les 26 et 27 mai, donc à partir du lendemain du nettoyage de Jinotega. Jusqu'au moins le 29 on se bat dans Chichigalpa et Rivas (60 morts). Enfin, le 30 mai, des combats si violents sont à nouveau signalés dans León, que les secouristes se plaignent de n'y pouvoir descendre dans les rues.

Et le même jour, décernant le même hommage involontaire aux gueux écrasés de Jinotega (épaulés par ceux de León) qu'il avait dans la précipitation concédé aux gueux insurgés d'Esteli (épaulés par ceux de León), le FSLN, espérant enfin maîtriser le rythme des fluctuations gueuses, comme des économistes rêvent de maîtriser les "crises économiques", est à nouveau acculé à annoncer, par tracts, que l'offensive finale est commencée.

4) DU 31 MAI AU 7 JUIN 1979

Comme l'appel du 10 avril, l'appel sandiniste du 30 mai n'est pas suivi. Les insurrections n'ont jamais dépendu des appels de la guérilla, ce sont toujours les appels de la guérilla qui dépendent des insurrections. Seulement, les sandinistes savent maintenant que dès qu'il y a deux insurrections simultanées, ils ont intérêt à appeler à l'insurrection générale. D'abord pour la prévenir si elle avait effectivement lieu, et puis, le fait d'expliquer, sur chaque lieu d'insurrection, que chaque insurrection locale est subordonnée à un plan général, dont le FSLN est dépositaire, est le meilleur argument des guerilleros pour justifier leurs décisions autoritaires et l'étouffement de tout débat sur chaque lieu d'insurrection.

Le FSLN, depuis Septembre, d'une toute petite pyramide est devenu une haute pyramide dont le sommet se perd dans les nuages : ses chefs, devenus invisibles, ont grandi leur mythe ; leurs armes, leur nombre, quand ils viennent faire la leçon aux gueux, les affranchissent maintenant de composer, de discuter, de conseiller : ils commandent. Radio Sandino, qui naît en mai, en est l'expression. Ce n'est pas une radio ludique, un rêve de richesse comme le mouvement des gueux, ce n'est pas non plus un outil de combat qui donne une vision d'ensemble, mais détaillée, après chaque bataille, des mouvements somozistes et anti-somozistes, c'est encore moins la tempête de la théorie de notre temps. Radio Sandino est un organe triomphaliste qui martèle les slogans et les hymnes à l'usage d'un futur gouvernement. Il importe aux sandinistes de ne pas dialoguer, mais de médiatiser, c'est-à-dire d'empêcher tout dialogue. Il importe aux sandinistes de substituer leur image épique à toute pratique dépassant la spontanéité, de passer pour indispensables dans la conscience, de devenir le trait d'union entre leurs ennemis gueux.

Mais les jeunes gueux du Nicaragua sont encore loin de réagir comme les sandinistes le voudraient. La haine générale contre Somoza les rend indulgents, parfois admiratifs de la guérilla, qui a fait ses preuves d'anti-somozisme. Le FSLN est encore considéré comme un aide, certes éclairé, expérimenté, auquel donc certaines décisions militaires échoient. Mais la vie n'est pas faite de décisions militaires. Une insurrection, par exemple, n'est pas une décision militaire, comme pour les sandinistes, mais une décision pour la vie : c'est un acte spontané, issu d'une négativité immédiate et commune, un jeu pour la vie, où l'on risque la mort. Personne ne s'insurge selon un plan

concocté par d'autres, avec un but imposé de l'extérieur. La contradiction entre idéologie et pratique est entièrement comprise dans la volonté de transformer une explosion de colère en tâche militante. C'est pourquoi l'insurrection générale proclamée par les sandinistes reste dans leur proclamation. D'ailleurs, les cinq jours qui l'ont suivie sont plus calmes que les cinq jours qui l'ont précédée.

Ce qui justifie d'y commencer une brève période transitoire, comme dans le découpage de cet ouvrage, c'est que, à défaut d'être suivi, tout le FSLN s'est résolument mis en action. Sa stratégie avouée (un front nord pour occuper les villes les plus remuantes, un front sud pour la guerre conventionnelle et un front interne pour isoler Managua) ne diffère apparemment de celle de Septembre que par le fait que Managua est désormais la "dernière pièce du puzzle". Mais la différence fondamentale d'avec Septembre, qui permet maintenant au FSLN d'entrer en campagne seul, est sa capacité de tenir le Front Sud, qui devient son foyer, parce que premier champ d'opérations sans gueux. Les deux armées se sont étoffées (10 à 12 000 hommes pour la Garde Nationale, 4 à 5 000 "réguliers" pour le FSLN), leur armement équilibré, et depuis Septembre ils ont surtout compris la nécessité de transformer une guerre "civile" en guerre militaire. Après le conflit, les sandinistes souligneront à maintes reprises combien ils s'attendaient à ce qu'il dure beaucoup plus longtemps. Car le but était bien d'étendre cette forme de guerre, qui bipolarise ou désole la fougue des enfants, les privant de leurs capacités offensives spontanées, mais aussi de leurs moyens de défense autonomes, à tout le Nicaragua. C'est un grand mérite des adolescents précoces, surtout de Managua, d'avoir enrayé par leur impétuosité ce projet de les user. Ils ont partout ailleurs refusé l'alternative à laquelle ils ont été contraints sur le Front Sud : gémir peureusement et misérablement des privations de la guerre, derrière, ou errer en gibier facile, entre les lignes de feu.

Dans la perspective des gueux il faut donc considérer le Front Sud comme une forme de répression. Jusqu'à la fin de la guerre il ne s'y passera rien, si ce n'est le flux et le reflux des deux armées, celle commandée par Pastora contre celle commandée par José Somoza, entre la frontière du Costa Rica et Rivas. Les sandinistes sont très fiers de leur Front Sud. Parce que c'est là, aux yeux des valets du monde entier, qu'ils perdent leur ambiguë et dangereuse promiscuité avec la foule, qu'ils gagnent leur galon d'armée conventionnelle, de futur Etat. Sur ce Front Sud ils constituent une troupe aussi capable que l'EEBI d'en face de faire régner l'ordre. Ainsi, le seul avantage de ce Front pour les gueux, d'immobiliser en rase campagne la troupe d'élite

somoziste, est largement contrebalancé par l'inconvénient que cette troupe d'élite y produit son double sandiniste, et ensemble, le premier théâtre de guerre où les gueux sont privés de toute perspective, enrôlés ou tués. Du reste, ce n'est pas un hasard que le premier objectif avoué de cette "offensive finale" est d'installer un "gouvernement provisoire" à Rivas, plutôt que dans n'importe quelle autre ville arrachée à la Garde Nationale, Rivas, qui d'après les sandinistes est la première ville du Nicaragua bombardée au napalm, expurgée de gueux, et la seule couverte de graffiti et de slogans somozistes. Le Front Sud est aussi le champ de bataille des touristes de la révolution, ou "Brigades Internationales", nostalgiques de la guerre d'Espagne. Ainsi, Hugo Spadafora, ancien ministre panaméen, sorte de Malraux sous-développé, y encadre des étudiants à la recherche de la réalisation romantico-militaire de leurs fantasmes d'adolescents prolongés.

Le 2 juin, Somoza menace d'envahir le Costa Rica, à cause du soutien ostensible, de cet Etat au FSLN. Une guerre entre Etats aurait prodigieusement agrandi le Front Sud, autorisé toutes les mesures d'exception, et complètement détourné l'attention ; de plus, le FSLN se serait vu dégradé en avant-garde militaire des milices costaricaines (cet Etat ne dispose d'aucune armée permanente), et aurait douloureusement pâti de devoir expliquer aux Nicaraguayens comment son patriotisme l'obligeait à se battre pour l'Etat voisin, contre la patrie. Mais la guérilla a été délivrée de ce cocasse dilemme par la véritable terreur qui s'est emparée même des autres dictateurs d'Amérique centrale à l'idée de l'internationalisation du conflit, et donc des réactions possibles de leurs propres pauvres au contact de ceux du Nicaragua. Il m'est impossible de trancher si cette terreur était fondée, ou si une guerre d'Amérique centrale, dans les dispositions des esprits à ce moment-là, aurait plus nui aux gueux qu'aux valets. Toujours est-il qu'en la circonstance les gueux d'Amérique centrale furent malheureusement aussi discrets que craints ; et Somoza, averti que s'il déclarait la guerre au Costa Rica il transformerait du même coup ses derniers alliés en ennemis (y compris, certainement, les Etats-Unis), se contenta désormais de chercher son salut dans la guerre prolongée que lui proposait le FSLN.

Le 4 juin, aux portes de l'oubli, FAO et FPN, exécutant les ordres de leur "avant-garde armée", appellent à la grève générale. Dans un pays où l'on ne travaille presque plus, la grève est tout de suite générale. Et, mains et langues déliées, les gueux commencent à s'insurger. Les premiers combats ont lieu à Managua, León, Chichigalpa, où la Garde Nationale envoie des renforts, et où "le

nombre de victimes semble élevé". "Les combats les plus importants ont lieu à Matagalpa." Le lendemain à León, les somozistes admettent déjà 200 morts. Dans la capitale, d'autres engagements entre "Garde Nationale et FSLN", selon la formule consacrée, font aussi 13 morts, le 5. Le 6 juin, Somoza décrète l'Etat de Siège. Le silence revient dans la presse nationale et le calme dans Managua, mais on se bat dans au moins huit villes le 7, dont León et Chichigalpa au nord, Granada et Masaya au centre ; ce jour-là, quoique provisoirement, le FSLN est dans les rues de Rivas. Les recrutements massifs dans les deux armées de valets et la sophistication de leurs armements commencent à trouver leurs raisons réciproques d'être : la Garde Nationale se reconnaît déjà 200 morts.

Maintenant seulement commence l'offensive finale contre Somoza, mais personne ne le sait encore. L'appel prématuré du FSLN, écho des troubles de Jinotega et León, a été, après coup, présenté comme le carillon qui va déclencher ce qui va suivre par les mêmes qui agglomèrent adolescents précoces et attardés, et pour la même raison. Les huit jours qui séparent cet appel de l'insurrection spontanée de Managua, n'ont été utilisés par le FSLN que pour consolider la contre-offensive des valets qu'est le Front Sud, leur garantissant une zone libre autour de sa capitale Rivas, et un grave spectacle de leur irréconciliabilité, qui les concilie.

La nouvelle offensive des gueux, qui va cette fois faire trembler le monde entier, a, depuis Septembre, gagné de l'ampleur, de la confiance en soi, de la conscience de soi. Mais elle a gardé son parasite sandiniste, qui s'est monstrueusement répandu, et qui ravage ce mouvement majestueux plutôt que de n'être pas propriétaire de sa couronne. Aussi, cet ample mouvement gueux, plus riche qu'en Septembre, est-il moins pur. En Septembre, la fulgurance, la générosité et le courage n'ont laissé aux microbes sandinistes que le bout des branches. Et si en juin, avec Managua et toujours sans théorie, l'élan est encore plus grand, cette gangrène a profité du répit entre ces deux afflux de sève, pour souiller jusqu'aux racines.

5) INSURRECTION DE MANAGUA (DU 8 AU 28 JUIN 1979)

La haine et l'impatience accumulées contre Somoza, l'exemple de León et d'autres villes de province, l'émulation au combat qui chez les enfants naît par jeu, l'habitude récente d'insubordination, sont le flot de causes immédiatement issues de son ambiance qui ont déterminé l'insurrection de Managua, auquel les appels sandiniste et à la grève sont des gouttes supplémentaires. Les prétextes sont inconnus. Et il ne faut pas non plus se représenter ce soulèvement comme coordonné par une traînée de colère, d'autant plus soudaine que longtemps retenue. Au contraire, dans quelques quartiers on s'y bat vivement dès l'annonce de la grève ; puis dans d'autres ; les 6 et 7 juin, une accalmie relative recharge les ardeurs ; pour le 8, on y rapporte de violents combats sans les situer ; le 9, tous les barrios périphériques de cette ville faite de barrios périphériques sont sous les barricades ; le 10, jour où la Garde Nationale reprend Diriamba, Jinotepe, Chichigalpa et tue 76 "sandinistes" dans Masaya, une colonne du FSLN vient prendre possession de l'insurrection de Managua. Ce n'est que bien après cette bataille, lorsque l'aveu ne peut plus nuire à son issue, que la direction sandiniste reconnaîtra avoir été obligée d'envoyer cette petite troupe dans la capitale, à la poursuite d'un mouvement qui lui échappait comme en Septembre. Les apologistes sandinistes, plus ultras que leurs idoles (qui, eux, doivent au moins user d'apparence de sincérité et d'humilité pour expliquer les faits à un public qui les a vécus), ne concèdent ce retard qu'avec beaucoup de reluctance, et uniquement pour les décharger de la responsabilité du massacre : si les gueux de Managua ne s'étaient pas révoltés au mépris du plan sandiniste, avaient obéi aux ordres, ils ne seraient pas morts.

Les pauvres, si nombreux en notre temps, à penser un petit peu mieux -- un petit peu moins bien, et donc à se croire pro-révolutionnaires en préférant gauche à droite et beaucoup de gauche à un peu de gauche, s'indigneront de dénombrer dans ces lignes plus d'anti-sandinisme que d'anti-somozisme. Mais il ne s'agit pas ici du choix électoral de tel ou tel gestionnaire de la paix civile qui menacera ou non durant son indifférente magistrature tel ou tel détail du confort de la survie. Il s'agit de la guerre. Il s'agit d'ennemis ou d'amis, mais pas de plus ou moins. Les partis ennemis y sont complémentaires. Les gueux du Nicaragua ont achevé en actes la critique du somozisme. Ceux qui voudraient aujourd'hui l'entendre

répéter sans fin, sont ceux qui craignent de la voir dépasser. Ce dépassement commence dans la démarcation systématique entre le FSLN et les gueux. La première insuffisance des gueux est d'avoir permis aux sandinistes d'effacer la ligne de front qui passe entre eux. La deuxième, qui justifie ce que j'écris, est que cette insuffisance n'a pas encore été critiquée. Le parti gueux ne respire que par la critique. Et ce que je dis est donc qu'à cette révolte il n'a manqué qu'autant d'anti-sandinisme qu'il y avait d'anti-somozisme pour devenir une révolution.

Managua contient presque toute la richesse moderne, tout l'esprit du monde qui traverse le Nicaragua. A Managua, il y a télévisions, téléphones, aéroport international, grands hôtels, banques, ambassades, ministères et Somoza en personne ; il y a des ouvriers, des supermarchés, de l'argent. Mais pour le monde, Managua est une des plus petites capitales, obscure et reculée. En 1978, sa population est estimée entre 250 000 et 600 000 habitants ; le milieu, 400 000, paraît le plus probable. Rien n'exprime mieux le mépris pour ces habitants, mais aussi la difficulté de les contrôler, que cette différence d'estimation, du simple au triple. La superficie de Managua est de 100 km², comme Paris intra-muros. Mais dans Paris intra-muros dorment la nuit six fois plus et se déplacent le jour quinze fois plus de pauvres. A Managua, la moitié seulement du terrain est construite. La raison principale date du tremblement de terre de 1972 qui a détruit le centre de la ville : Somoza, pour que la reconstruction vienne sur les terrains qu'il possède à la périphérie, y interdit le centre dévasté, qui part à l'abandon. Aussi, Managua double de surface en cinq ans, envahie par les terrains vagues, eux-mêmes grignotés par l'urbanisme sauvage, coquille d'une prolifération indomptable. Michel Foucher, géographe pro-sandiniste, mal informé de l'insurrection qu'il prétend y expliquer, décrit plus justement la ville : "Il n'y a guère de ville en Amérique latine qui ne laisse autant cette impression de désolation, au point que les quartiers "marginiaux" rassurent, dans une certaine mesure, parce que le visiteur y retrouve de la vie, au moins de l'animation." Comme il n'y a pas de rues, seulement quelques routes et beaucoup de chemins défoncés par les pluies, il est aussi difficile de s'y déplacer que d'y compter les habitants.

On peut diviser Managua en quatre : 1- L'ancien centre avec la cathédrale et le Palais National, le Bunker de Somoza et la lagune, l'Intercontinental, est prolongé au sud et le long de la route de Masaya par l'Université et les quartiers de valets cherchant l'altitude comme à Téhéran.

2- Une zone autour de l'ancien centre qui, à l'est des principales failles sismiques, forme un quadrilatère ayant pour côtés la Pista de Enlace, la Carretera Norte, la piste suburbaine et la route de Masaya (les deux autres routes de la ville sont la vieille et la nouvelle route de León, à l'ouest) : les maisons y sont construites en dur, c'est l'ancienne périphérie de Managua, érigée entre 1950 et 1966, devenue tampon entre les quartiers de valets et les barrios sauvages, comme sa population, constituée des valets les moins bien payés et des pauvres les plus âgés. 3- Les barrios que j'appelle sauvages regroupent la moitié des habitants de la ville et sont principalement constitués de constructions en bois où "les compagnies de lotissement ou les propriétaires de terrain n'ont pas réalisé avant la location ou la vente l'infrastructure minimale : voirie, eau, électricité, éclairage public, écoles, dispensaires..." Ces barrios couronnent l'ouest et l'est de la ville, mais sont séparés entre eux au sud, au centre et au centre-est, par les zones déjà décrites, et quoique denses en eux-mêmes, sont coupés par le vert si gris des terrains vagues. 4- Enfin, les bidonvilles récents séparent la ville du lac, sur une mince bande au nord ("rives inondables du lac, débouché des égouts et même, comme à El Rastro, localisation sur une décharge publique"). Mais il y a fort à parier que des bidonvilles se sont partout construits en lisière des barrios sauvages, comme des maisons en bois se sont partout imbriquées dans des maisons en dur. Ainsi, squatters, migrants, saisonniers rendent-ils aussi mouvantes les limites du dessin en damier des barrios, que le tremblement de terre qui l'a éventré, puis ses conséquences spéculatives, étalé.

A un centre léthargique qui est un désert s'oppose une périphérie au bouillonnement ininterrompu. Les communicants sont là mais les voies de communication sont asséchées. Chaque barrio périphérique est un foyer d'intelligence, très jeune, très fraîche, étouffé par la morosité, le silence, la nature. Tout ce qui est vivant dans cette ambiance singulière est neuf. Car si le Nicaragua n'a pas d'histoire, les jeunes de Managua, dans les maisons en bois et les bidonvilles, n'ont pas même de passé. Ici, passé et histoire sont dans les rêves. Le rêve et l'insaisissable marchandise sont les seuls moyens de communication qui traversent sans cesse les terrains vagues, la vérité de l'esprit de Managua. Ni la conscience ni l'Etat n'arrivent à s'emparer de cette succession d'îlots. Managua est une ville difficile à dominer en entier, difficile à administrer : le centre ne permet pas de la tenir, il est l'arrière-cour, et si les gueux ne se fédèrent pas parce qu'il n'y a pas de couloirs entre les barrios périphériques, pour cette même raison, les valets doivent occuper, puis tenir chaque barrio périphérique.

Cette difficulté à administrer Managua, FAO et FSLN la recon-naissaient dès septembre ; et Somoza a alors fait connaissance, sans conscience, de sa propre insuffisance, cet esprit particulier de Managua qui semble naître ex nihilo, hume la richesse avec le flair d'un loup affamé, et, en attendant, se nourrit de licence et de haine. Car la seule trace, encore bien fugitive, d'histoire dans l'esprit de Managua, est l'histoire présente, depuis janvier 1978. Les gueux des barrios périphériques se sont battus en septembre, mais comme on se bat sans sandinistes. A l'exception des insurrections de Monimbó et Matagalpa, les gueux ne s'emparent jamais d'un territoire pour le défendre : à Managua, ils attaquent en construisant des barricades, en combattant la Garde Nationale, puis disparaissent au bout de quelques heures pour recommencer le lendemain, un jour ici, un jour là, selon l'exaspération du moment, rarement les mêmes, jamais prévisibles. En septembre, ils n'ont jamais su coordonner cette petite guerre urbaine. Le FSLN prétend précisément à cette coordination, en tant que spécialité hiérarchique. Il transforme l'insaisissable insurrection en point de mire, la véritable guérilla urbaine en spectacle de guerre conventionnelle, les jaillissements épars de critique en une fosse commune. Or, ce 9 juin, pour la première fois, tous les barrios de Managua sont insurgés en même temps. L'autorité de Somoza s'est beaucoup effritée depuis septembre ("Chaque quartier comptait des représentants du pouvoir, des informateurs, et au moment du soulèvement populaire, un nombre important de civils en armes, les sapos = crapauds, ont fait beaucoup de victimes"). C'est pourquoi, lorsque la police somoziste ne suffit plus à contrôler la ville, parce que, dans l'écheveau des barrios elle ne sait plus où frapper, la police sandiniste arrive en renfort au pas de charge pour le lui montrer.

Le sandinisme, incontestable, de sa population mérite ici une parenthèse. L'enthousiasme des insurgés les plus jeunes se donnait volontiers le nom de sandiniste, synonyme d'anti-somoziste. Mais l'anti-somozisme de ces gueux consistait dans le désir de richesse, justement cet enthousiasme, le contraire des besogneux calculs politiciens et des corsets idéologiques mal boutonnés des carriéristes du FSLN. Tout l'enthousiasme qui a paru dans le triste FSLN n'est que celui qui rejaillit de ces sympathisants. Les sandinistes ont exploité avec habileté cette confusion sur le terme sandiniste, en évitant toute discussion sur son contenu, comme s'il allait de soi. Ces retors valets voyaient bien la contradiction entre le sandinisme plus criard que profond, fondé sur un mythe, un rêve de gueux, et leurs propres buts au nom du sandinisme quand ils disposeraient des moyens coercitifs de l'Etat ; tous les pauvres du Nicaragua pensaient comme eux,

puisqu'ils agitaient leur drapeau. Quant aux gueux, ce sandinisme superficiel ne les transforme pas en valets, mais révèle une fois de plus leur ignorance, leur bonne foi, leur misère théorique. Il est, d'ailleurs, impossible de décrire le gueux modèle, comme il y a cent ans, l'ouvrier modèle. La maladie commune des gueux, qui défigure l'un, ratatine l'autre et mutile le troisième, l'aliénation, les rend très dissemblables. Ce ne sont que leurs très nébuleuses et impalpables perspectives dans la communication qui leur confèrent leur unité à la guerre. Ainsi, comme certains ont une couche de religion, d'autres croient adorer le travail, d'autres encore sont fétichistes de l'histoire, des voyages, de la musique, du sport ou de la baise. Au Nicaragua, beaucoup de gueux se croyaient sandinistes, parce qu'ils n'imaginaient même pas que les héros spectaculaires de l'anti-somozisme pouvaient partager des illusions contraires aux leurs. Et nulle part plus qu'à Managua, les sandinistes n'ont redouté, et donc tardé à côtoyer ces jeunes sauvages, qui plus que les autres Nicaraguayens ont senti passer la richesse, la pratique du monde, l'esprit du temps sous des formes qui rendaient vétustes les théories sous-développées du FSLN. Et remarquez, s'il vous plaît, que les pauvres d'un pays réputé arriéré se sont révoltés de la façon la plus moderne. Le parfum le plus fugace de richesse aliénée a suffi à provoquer leur érection. Ils peuvent servir d'exemples, d'avant-garde, pour parodier le vocabulaire de leurs ennemis, à tous ces pauvres si habitués à être si écrasés par une richesse qui leur échappe, qu'ils s'y sont souvent résignés.

Leur impuissance, en Septembre, à exposer au massacre les gueux de Managua comme ceux des autres villes, rend la capitale d'autant plus redoutable aux sandinistes en juin. C'est ce qui justifie le changement dans leur plan stratégique officiel par rapport à Septembre : Managua, maintenant, ne doit tomber qu'en dernier, comme une feuille morte. Aucun de leurs apologistes ne s'est étonné d'un projet aussi singulier. Toutes les révolutions modernes, de 89 à Téhéran, se décident par des insurrections dans les capitales, et voilà un parti, qu'ils reconnaîtront comme révolutionnaire, qui voudrait retarder, contourner, voire faire l'économie de ce soulèvement décisif ! Et pendant que les guerilleros, qui craignent autant Managua que la révolution, battent la campagne, le 8 juin, les gueux de Managua commencent à produire la dernière pièce du puzzle de Septembre. Mais comme Managua a manqué à Septembre, Septembre va manquer à Managua : les gueux des autres villes, saignés, sont beaucoup plus faibles, et l'ennemi sandiniste est beaucoup plus fort. Il n'empêche que les vingt jours que va durer cette insurrection urbaine constituent le

paroxysme du débat entre gueux et valets et le point culminant des premiers sur le front d'Amérique centrale.

Il faut bien supposer que le FSLN n'avait quasiment pas d'adhérents à Managua, puisqu'il est obligé d'y parachuter au sens figuré, une colonne les 10 et 11 juin. Black nous apprend que c'est un directoire de 3 personnes du "front interne", un commandement militaire joint de 3 "comandantes" et une commission politique de 5 membres, qui sont venus déterminer, au mépris des combattants, de leurs méthodes de combat, de leur organisation et de leur avis, un périmètre de 25 barrios à occuper. Il s'agit des "barrios orientales" construits en dur et qui séparent le centre des barrios sauvages périphériques. Foucher s'interroge au moins sur le choix de ce lieu d'encrage : dans les barrios extérieurs, où le FSLN aurait rencontré plus de ferveur, il aurait été obligé de s'abriter des balles derrière des maisons en bois, et se serait vu isolé par des terrains vagues ; alors que ce périmètre entre quatre routes est "un des rares, sinon le seul lieu d'où il était possible de progresser vers les deux objectifs situés au centre : le Bunker et l'Hôtel Intercontinental". Mais la ferveur des barrios périphériques est bien tout ce que le FSLN redoute et abhorre. Ensuite, le FSLN est venu dans le quartier des petits valets parce qu'il y est chez soi : si "classes moyennes" a un sens, c'est à la fois l'origine des chefs sandinistes et les habitants de ce quartier. Enfin, il est bien probable que cette garnison soit venue s'installer là pour pouvoir contrôler les voies d'accès : et de fait, il ne s'agissait pas tant de progresser que de filtrer toute progression vers les objectifs situés au centre.

Mais Foucher ne va pas jusqu'à s'interroger sur les raisons de choisir une tactique aussi discutable que de s'emparer d'un périmètre et d'en faire le point de mire du massacreur déclaré de ses habitants. Le premier effet fut d'y attirer, loin de leur terrain, les jeunes les plus combattifs qui achetèrent par leur subordination à la hiérarchie du FSLN l'espoir de livrer là la bataille décisive contre le vieux monde, tout entier représenté par Somoza ; et il était plus facile à l'arrivée des sandinistes de se jeter dans leur zone de concentration que de prévoir, qu'encerclée quelques jours plus tard, il serait impossible d'en sortir. Le second effet fut donc d'affaiblir l'insurrection dans les barrios périphériques, désertés par ces combattants-là. Et à aucun moment le FSLN ne pratiqua, ni même n'envisagea la tactique consistant à bouger beaucoup et vite, à masquer la population locale par des opérations éclair, à faire surgir une barricade soudain puis à disparaître soudain, à harceler l'ennemi par petits groupes jusqu'en

plein centre, à le démoraliser comme les insurgés le faisaient avec bonheur avant l'arrivée des stratèges du FSLN.

L'insurrection de Managua, l'imprévu et l'indécis, sont désormais la mesure de toute chose au Nicaragua. Depuis l'arrivée des sandinistes, elle se divise en deux temps, du 10 au 19 juin environ, où les gueux de Managua sont à l'offensive, et de là jusqu'au 28 juin, où se développe la contre-offensive. Pendant la première période, les informateurs, incapables de rendre compte de la bataille même qu'ils ont sous les yeux dans la capi-tale, ne peuvent livrer sur le reste du Nicaragua que des rumeurs. La Garde Nationale prétend avoir repris Chichigalpa, Diriamba, Jinotepe et Masaya ; le FSLN prétend également avoir pris Masaya, León, Chinandega ; on se bat encore à Esteli, et, sans doute, aucune de ces villes n'est encore franchement aux mains de l'une ou de l'autre armée. Le 11 juin, Somoza reconnaît déjà 1 200 à 1 300 morts dont 300 gardes nationaux.

A Managua, quoique affaiblie par le point de fixation sandiniste, piège dans lequel de nombreux jeunes se sont rués, otages aussi volontaires qu'inconscients, l'insurrection des barrios périphériques continue pendant toute la première période. Garde Nationale et FSLN ne s'affrontent pas, sauf pour occuper et user leurs plus fraîches recrues, ils ne sont pas face à face, mais dos à dos, tous deux en défense. Le FSLN, en effet, ne semble se préoccuper que d'intensifier l'organisation et la subordination de sa zone ; la Garde Nationale met cette diversion sandiniste à profit pour organiser la répression contre les insurgés des barrios périphériques. "Or tous les quartiers populaires ne furent pas des espaces de lutte" soutient Foucher, "Celle-ci se limita pratiquement aux quartiers "orientaux", et même à certains d'entre eux". Le servile géographe, dont toutes les sources sont pro-sandinistes, doit être ici traité de menteur. Ce sont les sandinistes qui se limitèrent à certains quartiers "orientaux". Mais contre Somoza, tous les quartiers "populaires" furent des "espaces de lutte", sans exception. Entre une foule d'autres témoignages, il aurait suffi au menteur de lire son quotidien préféré, qui signale un exode des quartiers sud et ouest le 11 juin : ce n'est pas parce qu'on ne se bat qu'à l'est ! Même par Moïse Hassan, chef du MPU, il aurait du apprendre combien les luttes dans les barrios périphériques, quoique obscures, ont été ardues, indécises, acharnées : "La zone libérée est défendue par les éléments du Front les mieux entraînés, les mieux armés. La Garde n'est pas parvenue jusqu'à présent à démanteler les barricades qui se trouvent dans cette zone centrale. Elle renverse les barricades de la zone périphérique dans la journée, mais elle abandonne le terrain ensuite, car elle ne se bat pas la nuit." Dès le 11

juin, l'aviation bombarde la ville et détruit complètement le bâtiment de La Prensa (grand scandale) qui se trouve sur la Carretera Norte, route qui relie le Bunker à l'aéroport de Las Mercedes, et que la zone sandiniste coupe. Accessoirement, cette aviation bombarde aussi les barrios périphériques (silence de mort).

Au moins tacitement, le FSLN est venu épauler la Garde Nationale, partager les tâches de répression avec elle. Comme en Septembre, c'est la raison principale d'un carnage qui fait oublier Septembre. C'est ici, où les valets n'ont pas choisi de se battre, le contraire du Frente Sur : avant que les deux armées ne puissent monopoliser le combat en s'attaquant, elles sont durement chahutées, et doivent faire fondre au canon des masses importantes de "civils" interposés. C'est pourquoi il n'y a que Le Monde qui voit effectivement le FSLN avancer, le 13 juin, à un kilomètre du Bunker, et le 14, "les guerilleros contrôlent presque la moitié de la capitale". Il y a là assimilation des guerilleros aux combattants anti-somozistes, car d'après tous les autres apologistes, la zone que Moïse Hassan appelle "libérée" ne dépasse jamais les 6 km² (sur 100 que compte la ville).

Le FSLN, dans sa zone, s'est comporté en armée d'occupation sur un territoire conquis. Ni la population de cette zone, ni les auxiliaires, appelés milices, et accourus d'autres quartiers, n'ont jamais été même consultés sur les décisions qui les concernaient au premier chef, à commencer par la façon de décider cette bataille, de mener cette guerre. Je ne pense rien exagérer en affirmant que les sandinistes ont dévoué moins d'efforts à attaquer et à nuire à Somoza, qu'à administrer et endoctriner la zone qu'ils eurent si autoritairement sous leur coupe. "The insurrection" (et quand cet apologiste parle d'insurrection, c'est avec le même cynisme réducteur que celui de Moïse Hassan, quand il qualifie de "libérée" la zone sandiniste) "was divided into hundreds of small interlocking areas, each under command of an FSLN militant responsible for a given number of barricades and roadblocks and for the civil authority in conjunction with the local CDCs". Voilà pourquoi le FSLN n'a occupé qu'un si petit territoire quand la moitié de la ville était insurgée : il était limité par le nombre de ses militants. Le FSLN ne pouvait venir dans un quartier où l'autorité civile lui échappait. A juste titre, cette police ne pouvait faire confiance à une population qu'elle exposait à l'ennemi et mettait à contribution. "Les guerilleros arrivés le 11 juin nous ont obligé à creuser des tranchées. Au début nous fermions les portes et nous nous barricadions dans la maison, mais peu à peu, nous nous sommes habitués et leur avons donné la nourriture quand ils le voulaient..." Que, dans ce quartier petit-bourgeois qui leur ressemble

tant, les sandinistes aient pu enrôler n'est pas à mettre au crédit de leurs discours, mais plutôt à la honte de ces enrôlés : en d'autres guerres, pas si éloignées, ceux qui travaillent avec une armée qui prive de décisions la population chez qui elle vient faire la guerre, sont appelés des collabos. Recréant une pyramide sous la leur, ils ont instauré des milices d'adolescents précoces, qui leur servent de tampon, aussi bien sur les barricades extérieures de leur périmètre que dans l'exercice de la tyrannie effective sur le reste de la population : "Plus tard raconte l'homme "des brigades de jeunes du quartier se sont formées, et ils ont commencé à nous traiter avec mépris. Ils nous donnaient des délais pour finir de creuser les tranchées, et si quelqu'un refusait, ils le menaçaient avec leurs armes"..."

Rien ne distingue mieux les gueux et les valets, et ne trace plus éloquemment la frontière qui les sépare, que leur attitude respective pendant cette bataille face à la richesse faite chose, la marchandise. Les gueux cherchent spontanément à la supprimer, et les valets, tout aussi spontanément, à la conserver. Cela commence avec les valets de plume, scandalisés : "Pour le reste, Managua vit une confusion totale. L'économie du pays est complètement arrêtée et la Garde Nationale laisse en plein jour se perpétrer le pillage des magasins d'alimentation et des supermarchés." Ce journaliste de gauche est tellement offusqué de ce malheur pour la marchandise, qu'il reproche à la Garde Nationale de ne pas assez faire la police ! Comme on ne reproche pas aux enfants des autres de se toucher le sexe, mais à leurs parents de ne pas leur taper sur les doigts, il ne reproche pas le pillage aux pillers, mais aux valets de Somoza de le tolérer (sous-entendu, par démagogie ; les puritains sandinistes, eux, sont trop loyaux pour permettre pareil plaisir populaire. Cette insinuation moraliste ne manque chez aucun chroniqueur.) Le Monde du 19 juin renchérit : "Il n'y a pas un seul supermarché intact... Les pharmacies sont également attaquées, parfois par le Front Sandiniste." Si notre valet de plume était dans la zone sandiniste, il saurait que le FSLN ne pille pas, il réquisitionne. Il ne supprime pas l'échange marchand par une joyeuse et sauvage destruction, il le retranche, préventivement d'abord, pour éviter cette joyeuse et sauvage destruction, et ensuite pour le transformer en autorité par la redistribution sélective des marchandises confisquées. Et l'illégalité de l'opération se justifie par le besoin. Je voudrais à ce propos réfuter le plus répandu des leurres économistes comme quoi le pillage serait un effet du besoin, et plus particulièrement de la faim. Des millions d'humains meurent de faim, sans qu'il leur vienne à l'esprit de piller ; et des millions d'humains pillent sans avoir faim. D'ailleurs, à Managua, en juin 1979, où la

nourriture se fait rare, les pauvres pillent tout ce qui leur tombe sous la main, et ce n'est pas dans l'espoir de l'échanger contre du pain. Quiconque a participé à un pillage sait que l'aléatoire y abolit le calcul. C'est un plaisir, non exempt de frénésie, parce que cette rencontre sans intermédiaire entre pauvres et richesse aliénée renverse leur rapport de force, dépouille la chose de la richesse pour parer ses destructeurs du jeu de sa destruction. "Le pillage familial, perpétré avec l'assistance de la grand-mère et des enfants se généralise." "The militias prevented neighbours from looting luxury goods. Expensive stereo goods, colour TVs, electric fans, all sorts of household goods were destroyed by those in charge of keeping order." "At the entrance of the Casa Pellas -- a conservative owned commercial center -- a National Guard major charged an entrance fee to any civilians wishing to join the military in the looting ; at the La Colonia supermarket, the military special offer was a full trolleyload of goods on payment of 1 000 Cordobas." Paupérisme autoritaire sandiniste et capitalisme sauvage somoziste sont les variantes respectives improvisées par les deux partis valets à la rescousse de la marchandise, leur maîtresse en péril : les eunuques du FSLN préfèrent la détruire avant qu'elle ne soit profanée par le pillage, alors que les maquereaux de la Garde Nationale rackettent son viol, impôt improvisé ou nouvelle méthode de vente, turbulente et approximative, mais qui lui sauve la valeur.

Daniel Ortega, Violeta veuve Chamorro, Alfonso Robelo, Sergio Ramírez et Moïse Hassan constituent la Junte de Gouvernement bon chic bon genre que le FSLN présente le 16 juin sans avoir pu reprendre Rivas. Un geste aussi responsable et modéré lui permet de recevoir le renfort politique des Etats du "Pacte Andin" qui le reconnaissent comme "belligérant". Les uns après les autres, tous les Etats du monde vont lâcher Somoza pour le FSLN.

Dans Managua se termine la révolte des barrios périphériques, faute d'armes, de médicaments, de nourriture, de théorie, de vivants. L'eau et l'électricité sont coupées (Somoza en promet le rétablissement aux quartiers qui se laissent pacifier), les ordures s'amoncellent, "il semble que de chaque côté les exécutions sommaires soient monnaie courante", les cadavres pourrissent dans les rues, la chaleur est écrasante, les bulldozers, l'artillerie et l'aviation reviennent à l'assaut chaque jour. La Croix-Rouge de la capitale s'annonce débordée par 30 000 réfugiés. Rien que la première moitié de l'insurrection de Managua aurait déjà fait plus de morts que tout Septembre dans tout le Nicaragua. Abandonnés par l'histoire officielle, les héros anonymes de Monseñor Lezcano à Las Americas qui ont amené la révolte si près de

l'Intercontinental que l'information ennemie s'en est trouvée interdite, dans les bégaiements amplifiés de celle-ci et par leur mort, ont eu le mérite d'établir la vérité *varsovienn*e de Septembre ; et commis la faute de rêver jusqu'à la dernière balle d'un soutien valet. Somoza, qui sait bien avant eux que jamais les sandinistes ne leur enverront de renforts, et qu'ils ont eu tort de ne vouloir que garder leur quartier, commence maintenant à attaquer le périmètre policé par le FSLN. Contrairement au Vendredi Noir de Téhéran, où la bataille obscure s'est déroulée après le massacre spectaculaire et l'a dépassé, la bataille spectaculaire de Managua se déroule après le massacre obscur, et en aliène l'intelligence.

"Cinq jours après le début de la contre-offensive de la Garde Nationale contre la zone de la capitale occupée par les sandinistes, ceux-ci ont perdu un peu de terrain, mais leurs défenses principales n'ont pas été touchées." Sur les 25 barrios qu'ils contrôlaient au début, les sandinistes en tiennent encore 18 vers le 24 juin. Tous les jours, artillerie et aviation somozistes bombardent, et depuis le 23 juin des hélicoptères lancent des bombes de 250 livres de 1 000 mètres d'altitude, ce qui est aussi meurtrier qu'imprécis.

C'est à partir du début de cette contre-offensive qu'il faut situer les dissensions entre adolescents précoces et attardés, sur l'organisation du combat dans la zone sandiniste, d'où il était déjà impossible de sortir. Il est très difficile de connaître ce débat, essentiel, puisque le seul qui y a fait allusion est l'ultra-sandiniste Black, apparemment poussé à la révélation par le souci du détail, qu'il croit anodin : "Disturbingly, there were problems in the military balance between "regular" and "irregular" combattants : ... the militias felt jealous and marginalised." A partir du 18 juin, les milices n'ont plus de munitions, et celles prises à l'ennemi ne sont pas assorties à leurs armes. "With the militias reduced to secondary guard duties, a crisis of discipline arose." Malheureusement, cette dispute entre soldats jaloux de leurs armes et auxiliaires désarmés, vient un peu tard : elle commence au moment où les gueux des barrios extérieurs sont battus. Et apparemment elle ne concerne même pas encore l'absurde défensive imposée à ce périmètre exposé, mais le refus de servir de chair à canon sans pouvoir se défendre, et l'égalité d'usage des armes de tous les combattants, un vague début de critique de la hiérarchie. Mais ce sont aussi les funérailles de l'image idyllique du peuple derrière son FSLN chéri. Et il faut bien supposer que ce qui s'est passé à la lumière de Managua, vraisemblablement minimisé par Black, a été la règle dans la pénombre de Septembre, tant les intérêts des gueux insurgés sont en contradiction avec les intérêts des valets

sandinistes, dans une situation historique, c'est-à-dire où la vérité va plus vite que le mensonge.

Ces milices sont les hezbollahis de la révolte du Nicaragua. Sensibles à l'idéologie des récupérateurs quand ils y entendent leur propre négativité, ils sont aussi faciles à enthousiasmer quand il s'agit d'outrer que difficiles à juguler, à discipliner. Ce sont là les sauvages modernes ; mais chez qui le goût de la vie et le courage suppléent à l'ignorance, et à l'habitude de prendre des coups. C'est avec eux qu'il faudra compter pour que le monde change. Ennemis de l'esprit, en tant que pratiquant la communication à leur place, ils sont, sans en avoir conscience, le noyau irréductible du parti de la subjectivité, du parti de la conscience.

"The Frente admitted they had miscalculated the strength of resistance they would encounter in the capital." Détournons une fois de plus ces phrases ambiguës d'apologiste. Celle-ci signifie bien entendu que le FSLN fait amende honorable (le FSLN est très fort pour les amendes honorables), qu'il avait sous-estimé les forces somozistes dans la capitale. Quelle absurdité ! Les forces somozistes n'ont pas changées depuis le 8 juin, date à laquelle les sandinistes en connaissaient la force. C'est donc bien la force des gueux qu'ils ont sous-estimée. L'indiscipline des milices, qui doit leur rendre impossible même l'administration de leur petit territoire doit cesser si possible sans s'ébruiter : il faut donc que ces indisciplinés meurent. Comme en Septembre, les sandinistes vont donc quitter la ville en laissant derrière eux, sans armes, ces adolescents précoces qui se sont beaucoup montrés à l'ennemi. Si jusqu'à présent toutes les retraites sandinistes abandonnant une ville insurgée au nettoyage ont paru rocambolesques, pour ne pas dire suspectes, celle de Managua est impensable sans la complicité de Somoza.

Le 26 juin, la Garde Nationale, attaquant par l'Est, parvient à prendre Bello Horizonte, enfonçant un coin dans le périmètre sandiniste. La nuit du 26 au 27, la ville est bombardée sans discontinuer. Le 27, la Garde Nationale aurait repris plusieurs rangées de barricades avec un tank Sherman sur lequel des otages civils sont assis. ("Le même procédé aurait été utilisé en avril pour reprendre le quartier de San Judas.") Dans la nuit du 27 au 28, 6 000 personnes commenceraient le "repli tactique" à travers les barrios d'El Dorado, La Nicarao, Luis Somoza, 14 de Septiembre, tous tenus par la Garde Nationale. Cette troupe immense va à Masaya. Masaya semble avoir été conquise début juin par le FSLN, reconquise par la Garde Nationale, reprise par le FSLN le 19 juin, puis à nouveau par la Garde Nationale, pour tomber enfin au pouvoir du FSLN le 25 juin, une

garnison somoziste demeurant toutefois réfugiée sur la colline voisine d'El Coyotepe, d'où elle bombarderait cette ville. On conçoit qu'elle a été bien purgée de gueux, c'est-à-dire d'anti-somozistes ayant des velléités d'indépendance par rapport aux sandinistes. C'est à Masaya que Moïse Hassan *nomme* le premier conseil local ; c'est à Masaya, également, que le premier comité de quartier indépendant devient un comité de mouchards sandinistes : c'est la première débaptisation d'un CDC, Comité de Défense Civique, en CDS, Comité de Défense Sandiniste ; enfin, comble de la mise au pas, "In Masaya too, one of the Revolution's key slogans first emerged : "Raise Production !"" Rien d'étonnant donc à ce que, plutôt que d'envoyer en renfort à Managua la garnison de Masaya, les sandinistes aient décidé le massacre des rebelles de Managua, en se retirant parmi les esclaves de Masaya. Managua et Masaya ne sont distantes que de 31 kilomètres.

Les 6 000 retraits sortis d'une manière aussi extraordinaire de Managua, auraient pris trente heures pour couvrir ces trente et un kilomètres. Cette lente retraite n'aurait vu mourir que 6 personnes ! Je voudrais bien qu'on m'explique pourquoi l'aviation de Somoza, qui bombardait sans retenue la capitale de son Etat chaque jour depuis treize jours, n'a pas, pendant ces trente heures anéanti cette longue colonne, qui marchait tranquillement sur le terrain absolument découvert qui va de Managua à Masaya ! Qu'est-ce que la Garde Nationale avait de si important à faire, ce 28 juin, sachant que le nettoyage de l'ex-zone sandiniste n'a commencé que quelques jours plus tard, pour ne pas poursuivre, sur cette route, avec toute l'artillerie qu'elle utilisait dans la capitale, un ennemi si démuni, si découvert !

On pourra toujours lire, tant qu'elle ne sera pas retournée contre ses auteurs comme un crachat qu'elle est, l'insolente ineptie, comme quoi les sandinistes seraient noblement venus à la rescousse de l'insurrection de Managua pour éviter le massacre de la population civile, et l'auraient noblement quittée, pour la même raison. La Croix-Rouge, peu adepte, ce me semble, d'exagérations, déclare le 25 juin, que les seuls combats (donc avant leur fin et le nettoyage) ont fait 10 000 morts, soit un Managuayen sur quarante. Merci au FSLN ! C'est à son calcul responsable et réfléchi du sang d'autrui que nous devons cet excellent score !

"Mais le Front aurait pu choisir de s'accrocher de longs jours dans l'attente de renfort" : le 1er juillet, le journaliste du Monde n'a toujours pas compris ; les gueux de Managua, si : "la population ne croit pas à un repli tactique", mais trop tard : "Pendant tout le temps qu'a existé la "zone libérée" de Managua, le Front a mené une intense activité politique, organisant des "comités de défense" par blocs de

maison, tenant des réunions, invitant tout le monde à une fête lorsque l'avion sandiniste avait réussi, en pleine nuit, un largage de munitions. Durant toute cette période, des hommes et des femmes ont activement soutenu ces tâches civiles, et y ont participé. Ceux d'entre eux qui rentrent dans les quartiers feront l'objet d'une répression sans merci, de même que les familles des "muchachos" qui, presque tous, se sont battus dans leurs propres quartiers au milieu des voisins qui les connaissent." Ceux qui seraient partis ne seraient que quelques centaines, d'après les habitants, et non pas 6 000, comme pour Black. Cette année, la Garde Nationale "procède avec méthode. Elle prend deux ou trois jours pour dresser, avec l'aide des mouchards, une liste d'activistes. Ceux-là sont ensuite sommairement exécutés ou torturés s'ils ont quelque chose à révéler."

Esteli, en Septembre, avait été la preuve qu'un mort pour quarante survivants ne donne même plus neuf mois de répit avant une nouvelle génération spontanée de furieux sans cervelle, de braillards sans langue, aux rites expurgés et nouveaux. Et toujours, les vainqueurs traiteront Managua en monstre qui somnole dont les incompréhensibles pauvres n'ont pu être abrutis et hébétés par une série suffisante d'électrochocs, comme ceux d'Esteli et de Masaya qui ânonnent maintenant le slogan sandiniste "patria libre o morir", pour ne pas mourir.

L'étendue du carnage n'est que l'ombre portée de la soudaineté et de la profondeur du soulèvement. A la fin de cette bataille, les deux équipes de valets ne sont pas encore revenues de la stupeur d'avoir eu à la livrer. Mais eux se doutent, à l'encontre du grand public, qui est plutôt petit, que la calamité de vivre sous un dictateur ne justifie plus seule tant d'abnégation sauvage : comme à la chute de l'Empire romain, l'avenir, l'humanité et même la liberté sont désormais du côté des barbares.

6) CHUTE DE SOMOZA (DU 29 JUIN AU 19 JUILLET 1979)

Somoza, dogue dressé à la vieille école, bourreau loyal à son parti et à sa haine des insurgés, n'a été vaincu que par ses deux grandes victoires contre les gueux, Septembre et Managua. Contrairement aux sandinistes, il n'a jamais pu se nourrir du sang de ses victimes, et comme pour Pyrrhus, en Italie, chaque homme qu'il perdait était irremplaçable en cette terre ennemie où il était condamné à faire la guerre pour d'autres. A un moment où le moral des troupes devient déterminant, l'exécration que vouent à l'exécuteur d'une mise à mort ceux qu'elle soulage, devient aussi décisive que cette exécution. Mais ni son triste rôle, ni celui, odieux, du FSLN, n'ont été autre chose qu'une improvisation. Ces deux brigades de valets ont accouru à l'incendie de Managua comme des pompiers horrifiés plutôt que cyniques, qui n'ont que peu d'expérience, et rien prévu. Le FSLN, toujours prudent avec des vaincus non anéantis, reconnaîtra que la diversion imprévue de Managua leur a permis de reprendre tout le reste du pays. Enfin, les gueux y ont certes perdu l'essentiel, l'offensive, mais contrairement aux apparences, y ont fait une économie de sang considérable : le résultat de la bataille de Managua est le déséquilibre complet entre les deux armées de valets en faveur des sandinistes. La longue guerre conventionnelle n'aura pas lieu. De ce fait, les sandinistes ne pourront purger Managua davantage, c'est-à-dire suffisamment, y user l'enthousiasme comme dans le reste du pays, et n'entrerons dans la capitale qu'assiégés par cet enthousiasme à peine un peu exsangue.

Contrairement à ces protagonistes, les informateurs, pitoyablement asservis à la fiction d'une guerre Somoza-FSLN ne peuvent comprendre le "repli tactique" des guerilleros que comme une victoire décisive de Somoza ; or, comme depuis peu tous ont parié sur le FSLN et ne peuvent donc plus reconnaître une victoire de Somoza, l'information, entre la reprise de Managua et le départ du dictateur, ne bredouille plus que son propre embarras teinté d'indignation.

La mise en quarantaine progressive de Somoza parmi les valets, cause et effet de l'inversion du rapport de force entre Garde Nationale et FSLN, avait trouvé son épilogue le 21 juin : un journaliste (scandale !) américain (aubaine !) est gratuitement assassiné par la Garde Nationale. Ce mort qui fit couler plus d'encre que Somoza de sang et qui outrage par sa célébrité l'anonymat des 10 000 gueux tués dans la même bataille, servit de prétexte au gouvernement des

Etats-Unis pour lâcher enfin Somoza. Le 23 juin, l'OEA vote une résolution qui exige le "remplacement définitif du président Somoza", sans toutefois intervention d'une force de paix, qu'avait demandée deux jours plus tôt, avec ses gros sabots, Cyrus Vance. Moins d'une semaine après le début de sa contre-offensive dans Managua, alors que trop de gueux sont encore en armes, Somoza, logiquement, traite ce vote de "pure masturbation". Ce n'est que le 29, au moment où la victoire de Managua est assurée, que Somoza, le devoir accompli, s'annonce prêt à quitter le gouvernement, sous certaines conditions. Mais dans ce ballet aussi lourd qu'empressé, le froufrou du tutu du curé d'Escoto, chef de la diplomatie sandiniste, éteint dans le fascinant bruissement de ses exigences préalables toutes les prétentions du bourreau disgracié : I- fin du somo-zisme II- arrêt des atrocités de la Garde Nationale III- reconnaissance de la Junte nommée par le FSLN.

Depuis que Managua (où la résistance durera encore deux jours après le lâchage) est tombée aux mains des somozistes, tout le Nicaragua tombe aux mains des sandinistes : Chichigalpa, Somotillo, le 28 juin ; Matagalpa, où les derniers gardes nationaux réfugiés dans la cathédrale se rendent le 9 juillet est pacifiée à partir du 2 (1 000 morts !) ; même sur le Front Sud, la démoralisation somoziste se fait sentir : à partir du 4 juillet, le FSLN est revenu dans Rivas ; le 5, c'est Jinotepe, le 6, San Marcos qui changent de gestionnaires ; la Garde Nationale, qui n'arrive bien évidemment pas à s'en emparer, bombarde maintenant Masaya au napalm, d'après Cardenul ; quant à Esteli et León (où l'argent est aboli et où il n'y a plus d'eau) il est impossible de connaître l'étendue des dernières purges qui ont enfin soumis leurs survivants au FSLN ; le 14 juillet, la Croix-Rouge annonce 20 000 morts pour les six dernières semaines ; Granada seule restera somoziste jusqu'au 18. Enfin, à Managua, où, comme à León, l'eau et l'argent deviennent des denrées plus rares que la nourriture, où ni la gastro-entérite et la typhoïde, ni les meurtrières descentes de la Garde Nationale n'arrivent à dépeupler les centres de réfugiés (100 000 personnes), des ouvriers osent manifester à 500 mètres du Bunker pour recevoir leurs salaires, et l'on continue à piller tout ce qui pétille : "le portail de l'usine Coca-Cola baille sur un stock de bouteilles vides : le pillage méthodique a duré deux jours."

Pour les valets il faut maintenant faire vite : la vengeance commence. Des orejas sont tuées à la machette ; un aviateur somoziste pris est mis dans une tranchée face aux chars de la Garde Nationale ; les "tribunaux populaires" sont encore très sommaires "et la foule assiste au procès. C'est la liberté ou la mort. Ce fut sans doute le cas

pour ces femmes de l'armée qui avaient été infiltrées dans les lignes sandinistes à Managua, leur fusil à lunette démonté dans leur sac à provision. Il y a des exceptions : ce garde, dont on découvre que le fils se bat du côté sandiniste, à une centaine de mètres de là, cet enfant de quatorze ans qui espionnait les sandinistes et qui aurait été responsable de la mort d'une vingtaine de guerilleros. Celui-là, on ne sait quoi en faire. Il n'a été ni condamné, ni relâché.

Maintenant la division entre les deux polices nuit à l'Etat : la Garde Nationale, qui fond sans mesure ne semble plus pouvoir contrôler Managua seule ; mais le FSLN, qui s'enfle démesurément de miliciens peu sûrs, ne sait pas non plus s'il peut contrôler tout le Nicaragua, sans les débris somozistes, et a fortiori, contre eux. Des négociations entre gouvernement américain et sandinistes sont secrètes, parce que ces deux formations de valets ont des choses à cacher. Un dernier désaccord concerne l'avenir de la Garde Nationale, à laquelle il faut rapidement éviter toute vengeance : les Américains voudraient conserver ce corps qu'ils ont créé, et auquel ils supposent, malgré une grande impopularité, des vestiges d'autorité ; les sandinistes préféreraient l'absorber. Dans la nuit du 11 au 12 juillet, sur la radio du Costa Rica, forçant la main en ce sens, les sandinistes "promettaient de laisser aux membres de la Garde le choix, après le départ du président Somoza, entre quitter librement le pays et entrer dans la nouvelle armée nicaraguayenne". Cette offre d'emploi et d'impunité aux massacreurs des gueux est plus éloquente que la meilleure diatribe anti-sandiniste sur la complicité sandino-somoziste, et sur la peur de ces futurs gouvernants, face aux enfants imprévisibles du Nicaragua. Le 15 juillet, les deux larrons sont d'accord : à San José de Costa Rica, Bowdler débouche une bouteille de bon vin et appelle d'Escoto "ministre des Affaires étrangères". Dans la nuit du 16 au 17, Somoza démissionne. Il est moins une : "la nuit tombée, des fusillades ont cependant éclaté dans plusieurs endroits de la capitale, qui était restée très calme pendant deux jours" et le 17 au matin "soumise au couvre-feu, Managua, en revanche, demeurait silencieuse, à part des fusillades intermittentes qui éclataient dans différents endroits de la ville". Le Congrès fantomatique du Nicaragua, c'est-à-dire l'infime minorité de députés qui n'ont pas encore rejoint l'exode des dignitaires somozistes, nomme un certain Urcuyo président par intérim. Cet Urcouillon va jouer le bouffon de la pantalonnade finale, soit mise en scène par les sandinistes à qui elle profite seule, soit par Bowdler et d'Escoto ensemble à la fin de leur bouteille de vin. L'inconnu prétend en effet rester président jusqu'en décembre 1980.

Ceci "oblige" les sandinistes à rentrer militairement dans Managua : était-ce convenu, ainsi que cette petite mise en scène, pour que le FSLN puisse exécuter ce coup de force, en sauvant la face aux Américains qui pouvaient en accuser la maladresse d'un comparse ? Ou bien les sandinistes ont-ils, en magouilleurs consommés, doublé là leurs alliés américains pour dissoudre la Garde Nationale plutôt dans les faits que dans les formes prévues par l'accord ? Peu importe. Les Américains parurent fâchés, et l'hypothèse officielle, complètement fantaisiste, fut que Somoza, incorrigible, s'accrochait au gouvernement par l'intermédiaire d'Urcuyo : même si Somoza avait la bêtise, bien contraire à sa solide perspicacité de rancher, de croire qu'une résistance d'Urcuyo pouvait lui être de quelque intérêt que ce soit, n'importe lequel de ses dignitaires, Urcuyo en tête, se serait su perdu à lui obéir encore. Je ne sais si cet Urcuyo (disparu sans aucun problème au Guatemala) qui abdique son opiniâtreté quelques heures après l'avoir rendue publique, a reçu un bon salaire.

Le 19 juillet, à 13 heures, les premières colonnes sandinistes entrent dans Managua.

7) PRISE D'ARMES DES GUEUX, VENGEANCE, RALLIEMENT DES VALETS EN DEFENSE

La brève queue de poisson par laquelle Urcuyo termina le règne des Somoza, quelle qu'en fut la raison, eut pour les valets un inconvénient qu'une reddition formelle de la Garde Nationale au FSLN n'aurait d'ailleurs qu'adoucie : Managua fut aux gueux seuls de l'aube à midi du 19 juillet ; et, jusqu'au 29 juillet, tant que les sandinistes ne peuvent imposer aucune police dont la base ne leur échappe pas, tous les valets, craignant de devenir victimes, sont en pleine fuite et ne se ressaisissent que dans les replis du drapeau sandiniste. Des hordes d'enfants sauvages prennent ce qui leur avait fait défaut en juin et que les sandinistes, sans la complémentarité de la Garde Nationale, n'ont pas encore la force d'accaparer pour les valets : les armes. "Ils se trouvèrent très rapidement débordés par une foule de jeunes miliciens sortis des différents quartiers de la ville. Ceux-ci

devaient découvrir dans l'Ecole d'Infanterie et dans le "bunker" une quantité considérable d'armes de guerre. Pendant deux heures, ce fut une fusillade incessante déclenchée par les muchachos qui faisaient courir à eux-mêmes et aux autres un péril certain en jouant avec des fusils M-16 et des mitraillettes qu'ils n'avaient jamais manipulés avant." "A peine arrivées les colonnes sandinistes se sont regroupées en bon ordre au centre du terre-plein, envoyant des détachements reprendre aux amateurs leur arsenal... et les véhicules qu'ils avaient réquisitionnés dans la journée." "Il fallait en outre faire cesser le pillage des cantonnements de la Garde et des habitations des officiers, pillage qui s'était développé sans frein depuis des heures." "The chaotic distribution of arms from looted National Guard posts on the 19th made matters worse, and the Frente was profoundly disturbed : "The FSLN has the highest regard for the people's militias. They symbolise all that is beautiful about this Revolution. We believe that the militias have a vital role to play. For that reason, we are making major efforts to improve their organisation, their technical skill and their discipline, so that they can really turn themselves into an effective fighting force." At the same time, the Frente appealed for all irregular forces to turn over their weapons to the Sandinista authorities, and warned that force would be used if necessary to disarm those who resisted. "We make this appeal to our militia comrades : there are many people, criminals and opportunists, who are taking advantage of the present situation of chaos and disorder, exploiting the sudden and complete collapse of Somocista power by seizing arms. We know that there are all sorts of elements out there, disguised as militias for their own criminal purposes." "Les troupes" (sûres, du FSLN) "étaient constituées par un peu plus d'un millier d'hommes - nous a dit un chef - un nombre encore très insuffisant pour pouvoir contrôler une ville aussi étendue où des groupes armés surgissaient à chaque coin de rue, au fur et à mesure que la journée s'avancait." "Operation Puno Sandinista (Sandinista Fist) was put into effect swiftly to recover unauthorised weapons. The operations yielded a total of 5 000 guns. Insubordinate militias were dismissed, armed criminals were imprisoned."

Le pillage des armes, immédiatement, donne sa maturité à la vengeance. La vengeance, au Nicaragua, a été silencieuse, parce qu'étouffée. Ce n'est pas avant un an, quand son souvenir s'estompait au point que le regret de l'avoir laissée inachevée s'était effacé, que les sandinistes, après les avoir niées farouchement, trouvèrent politique de reconnaître plusieurs centaines d'exécutions sommaires perpétrées par les gueux dans les journées suivant la chute de Somoza. Mais alors il

leur était vital, pour endiguer cette hémorragie, de dissimuler qu'ils étaient impuissants d'en empêcher le début.

La vengeance, au Nicaragua, a encore été plus brève qu'en Iran, parce que plus rapidement et unanimement contrée par tous les valets. La vengeance a même fait l'unité de tous les valets, tous coalisés derrière le slogan chrétien du FSLN : "Notre vengeance sera le pardon." Le premier usage de ce slogan est de le faire hurler par des moutons pour couvrir le débat vif, fin et altier de la vengeance ; le second est de recueillir le laurier de la mansuétude, qui passe encore pour une vertu en cette fin de siècle. Mais cette mansuétude ne couvre que les somozistes, qui, face à la traînée de poudre qu'est la vengeance, couvrent une dernière fois tous les valets. Il faut être une vraie salope de journaliste pour s'émerveiller d'un côté de la douceur avec laquelle sont traités les valets vaincus, et de l'autre, de la fermeté d'Etat de guerre avec laquelle cette douceur est protégée contre les gueux, sans reconnaître que c'est entre ces deux côtés que passe la frontière réelle de cette guerre. "M. Tomás Borge a précisé, qu'à l'exception des francs-tireurs qui seraient immédiatement passés par les armes, il ne serait pas prononcé de peines de mort et que "l'immense majorité" des gardes nationaux sera réintégrée à la vie civile." "Le ministre de l'Intérieur, M. Tomás Borge, a fait savoir, par la radio, que toute personne commettant un acte de terrorisme ou de sabotage serait exécutée sur le champ." "Dans une interview à l'Agence France Presse, il a indiqué qu'il n'y aurait pas d'exécutions d'anciens gardes nationaux."

De la Garde Nationale évaporée, selon une technique stalinienne éprouvée, l'ennemi fait double usage : pendant que la propagande lui attribue tous les maux nouveaux à travers le spectre (un fantôme de plus au Nicaragua) du retour de Somoza, né le jour de son départ, le FSLN en protège les membres en attendant de les embaucher. Quoique Somoza ambitionnait une Garde Nationale de 15 000 hommes, personne n'a jamais pensé qu'il n'en avait réuni plus de 12 à 13 000 (y compris de nombreux muchachos, équivalents des milices sandinistes) ; les estimations les plus modérées lui supposent 3 000 morts jusqu'à mi-juillet, c'est-à-dire avant la vengeance ; le 3 août, "Le Monde" en dénombre 7 000 au Honduras, plus le 17 août, 5 000 prisonniers de guerre, ce qui fait déjà plus que le compte (quoique on doive supposer que les camps du Honduras, étant une retraite moins douillette et moins sûre contre la vengeance que les prisons sandinistes, il y eut, entre le 3 et le 17 août, beaucoup de transfuges des premiers aux secondes) ; mais ce n'est pas surtout à cause de l'impossibilité de les retrouver dans cette revue d'effectifs qu'il est

inadmissible d'admettre l'assimilation des francs-tireurs, qui, le 7 août, ont déjà, d'après Borge, tué cinquante guerilleros, aux gardes nationaux : pourquoi ces derniers mercenaires, dont l'ancien employeur en fuite a abdiqué ses perspectives et ne peut plus les solder, ni en argent ni en nature, feraient-ils le coup de feu contre un gouvernement qui leur offre impunité, protection, salaire et logis ?

C'est contre les jeunes gueux, maintenant armés, vengeurs, furieux d'être traités soudain en enfants dissipés ou en chiens fous et inconscients qu'il faut dresser durement à la moindre manifestation indépendante, que sont pointées les nouvelles mesures répressives : emprisonnement et travaux forcés "pour quiconque tentera de saboter... l'effort de reconstruction nationale et pour toute personne qui se rendra responsable de pillages ; interdiction pour quiconque n'est pas dans l'armée sandiniste de conserver des armes. Cette disposition vise un des problèmes les plus délicats créés par la situation actuelle : ces milliers de jeunes miliciens en armes, qui depuis deux jours, se sont improvisés membres des "Forces de l'ordre" avec pour résultat de contribuer largement au désordre" ; et donc, maintien du couvre-feu de Somoza, et Etat d'urgence proclamé pour un mois, mais qui sera toujours renouvelé ; et la guerre continue : "Sur ces difficultés viennent se greffer les problèmes causés par l'insécurité dans Managua, où des voitures armées de contre-révolutionnaires, apparaissent brusquement à un carrefour, lâchent une rafale d'armes automatiques contre un poste de contrôle de muchachos (ces postes servent principalement à rechercher des voitures volées et sont tenus par des miliciens qui ont à peine vingt ans) et s'enfuient. Ce ne sont pas des gardes nationaux, semble-t-il, mais plutôt des individus isolés qui possèdent dans leur maison un véritable arsenal." Dès ce 23 juillet, s'exhibe dans cette déclaration, à l'inversion des contre-révolutionnaires (à l'offensive) et des muchachos (en défensive), et à l'usage invraisemblable prêté au poste de police, la lourde patte de la police des idées, sandiniste et journalistique.

Dans cette situation, la Junte de "reconstruction nationale" et le gouvernement sont aussi des mots codés. Ils sont d'abord la vitrine et la prison qui protègent mais exposent les anciens concurrents libéraux du FSLN, les débris du FAO ; ainsi sont-ils ensuite la preuve de l'idylle modérée sandino-libérale, à laquelle applaudit bruyamment le public du monde entier, et plus discrètement le gouvernement des Etats-Unis, qui en avait si longtemps douté ; ce qui provoque l'indignation de petits champignons gauchistes qui prolifèrent sur le fumier des prudentes alliances sandinistes : mais ces gauchistes ne reprochent que de n'être pas eux-mêmes au gouvernement ; quant aux

somozistes, se fondant dans la discrétion, le FSLN n'a pu que les mettre à l'abri en protégeant l'exil de leurs chefs et en assurant la réembauche de leur piétaille. Ainsi, les sandinistes commandent maintenant à toutes les livrées, de la libérale à la somoziste en passant par la gauchiste, qu'ils ont disposées devant, derrière et autour d'eux, dans la phalange la plus anxieuse qui parut.

Car la seule vraie défense des valets, que les sandinistes ne partagent qu'entre leurs trois tendances, est leur armée. C'est pourquoi ce sont les 9 membres de la Direction Nationale qui dictent ses ordres à la Junte (ce que d'ailleurs, les non sandinistes de ses membres, pas fiers, ne nient pas), qui les transmet au gouvernement, purs monuments. Les sandinistes ne se sont gardés qu'un seul ministère, parce que c'est le ministère de la guerre contre les gueux : le ministère de l'Intérieur ; et éloquence exceptionnelle d'une attribution ministérielle, relevée par aucun de ces commentateurs pourtant si prompts à finauder d'ordinaire sur les compositions de cabinet, ils y ont placé leur plus vieux chef, qu'à ce moment-là les valets de plume honorent du titre le plus prestigieux à leurs yeux, celui d'"homme fort du régime" : Tomás Borge.

Le lendemain de la fête mitigée du 19 juillet ("les habitants de la capitale sont rapidement rentrés dans leurs barrios, craignant les incertitudes de la nuit où un bandit armé et un sandiniste sans uniforme se ressemblent un peu trop"), ce nouveau gouvernement arrive à Managua, et c'est Borge qui va instruire 100 000 spectateurs, en termes à peine voilés, de la nouvelle situation sur le front d'Amérique centrale : "Nous avons gagné la guerre contre le somozisme. Maintenant nous attend la guerre contre l'ignorance et le retard économique." L'ignorance n'est pas l'ignorance que nous avons vue à Tomás Borge. L'ignorance n'est que l'ignorance de l'idéologie de Tomás Borge. Mais le parti ennemi de toute ignorance l'ignore encore.

8) LA LIGNE DE DEFENSE DU FSLN : DAVANTAGE DE TRAVAIL,
DAVANTAGE D'ORGANISATION, DAVANTAGE D'ETAT

Lorsqu'un ministre de l'Intérieur, qui ignore ce qu'est l'ignorance, promet une guerre contre l'ignorance, il annonce d'abord une police ; et lorsqu'il parle de guerre contre le retard économique, comme si cela aussi pouvait exister, cette police prend les contours d'une police religieuse, d'une inquisition. Les sandinistes ne maîtrisent pas toujours leur duplicité, ce qui la rend plus brutale que cruelle ; ils ne mentent pas avec science, avec volupté, comme un Staline ou un Borgia, mais comme des adolescents dans le désarroi des conséquences de la puberté se vantent devant des enfants pré-pubères d'une sexualité imaginaire où la sensualité est remplacée par l'héroïsme et la satisfaction du plaisir par la satisfaction d'un travail bien fait. Pour le reste, et pour l'essentiel de ce qui les oppose aux intérêts des gueux, les sandinistes sont croyants : l'économie est une religion dont l'Etat est l'Eglise et le travail la prière. Les sandinistes croient sincèrement que le travail, ce bâillon des pauvres, est la porte du bonheur, comme les prêtres voient dans la muselière qu'est la prière, celle du ciel. Aussi Borge ne prend-il pas la peine d'assigner des buts à ces guerres : ils sont implicites. La guerre contre l'ignorance, si l'on pouvait mener la guerre contre une absence de pensée pratique, se supprimerait dans la suppression de l'ignorance, et de ses formes concrètes, économie, Etat, FSLN, serait l'histoire même. Pour les sandinistes, la guerre des pauvres contre l'ignorance doit devenir son contraire : l'ignorance des pauvres de la guerre, son terminus dans le catéchisme sandiniste : "les enseignants ont reçu comme consigne de discuter avec les élèves des événements qui ont abouti à la défaite du régime d'Anastasio Somoza, de leur faire saisir la signification de cet événement et d'expliquer les buts du nouveau régime, a indiqué le nouveau ministère de l'éducation." Quant à la guerre contre le retard économique, elle est une croisade contre le diable. Le "retard économique" est insupprimable tant que n'est pas supprimée l'économie, comme le diable ne peut être supprimé que si l'on supprime Dieu. Ce retard, comme le péché, est un infini, qui doit être autant combattu quand il est supposé absent que quand il est supposé présent : même les Etats qui n'ont, dans les chiffres qui établissent les classements entre Etats, aucun retard sur d'autres Etats, doivent faire la guerre contre un retard *possible* qui serait infaillible au moindre relâchement. La victoire d'une guerre contre le retard

économique, comme la victoire d'une guerre contre Satan, n'est que dans l'existence de la guerre : elle ne combat aucun ennemi réel, en dehors de ceux qui ne croient pas en elle, elle n'a aucune fin pratique imaginable, elle est perpétuelle.

Le reflet de la nécessité illumine d'un réalisme apocalyptique le sermon économiste du FSLN. D'Esteli à Rivas, en passant par León, Matagalpa, Masaya et Managua, usines, maisons, jusqu'aux champs, tout est en ruine. Mais il s'agissait bien de détruire la société que défendait Somoza. Il s'avère que les sandinistes n'en voulaient qu'à Somoza, pas à son monde. Ce monde, les pauvres responsables de sa destruction doivent maintenant le reconstruire. Le gouvernement sandiniste n'est d'abord rien d'autre que le somozisme sans Somoza, contre lequel les sandinistes ont tant vitupéré, lorsqu'ils craignaient encore que d'autres puissent succéder à leur place au dictateur.

Dès avant son départ, les sandinistes ont commencé à confisquer les biens de Somoza, puis ont officialisé cette mesure par l'un des tous premiers décrets de la Junte. Ils donnent à cette étatisation le vieux nom démagogique de "nationalisation", non sans se féliciter qu'ils satisfont en s'emparant des biens de Somoza ceux qui voulaient des nationalisations, sans être obligés de nationaliser les entreprises de leurs alliés libéraux. Curieusement, dès que les sandinistes, au nom de l'Etat, s'emparent de tous les biens de Somoza et de quelques uns de ses protégés, tout ce qui n'a pas été détruit en juillet 1979, leurs apologistes, qui présentaient les biens de Somoza avant la guerre comme une vaste toile d'araignée contrôlant tout le pays, les font paraître, devenus sandinistes, comme une mince frange constamment menacée par l'écrasant encerclement des possessions d'une bourgeoisie malveillante. En réalité, sous Somoza, Etat et affaires de Somoza étaient gérés par le seul Somoza, alors qu'aujourd'hui, Etat et affaires de Somoza sont gérés par un Conseil d'Administration de 9 membres, qu'on appelle Direction Nationale du FSLN. Pour les pauvres du Nicaragua "révolution sandiniste" signifie d'abord : un flic chasse l'autre ; puis : un patron chasse l'autre.

Le 23 juillet, "la radio appelle depuis trois jours ouvriers, employés et techniciens à reprendre le travail..." Commerces et salles de spectacle ne rouvrent que le 26 ; même le peu d'ouvriers, employés, techniciens du Nicaragua rechigne à reconstruire nationalement ce somozisme qu'on avait entrepris de détruire universellement. Cruelle désillusion : jusque dans les campagnes, il va falloir exactement reprendre sa place d'esclave. "“I don't understand it at all” commented one Chinandega peasant days after the victory “One minute seizing the land is revolutionary, then they tell you it's counterrevolutionary.”"

Le fan sandiniste Black ne cite autant de naïveté, avec une supériorité amusée, que pour démontrer combien il manque encore d'idéologie aux pauvres du Nicaragua. Il n'y voit même plus la dangereuse critique de la falsification excessive de ce langage idéologique, où l'on vient de passer de révolutionnaire, synonyme d'anti-somoziste, à contre-révolutionnaire, synonyme d'anti-sandiniste. Sous Somoza, l'exploitation du travail était cynique, sous les sandinistes, où le travail devient forcé, d'abord pour les délinquants ("A Managua, où des francs-tireurs somozistes font encore régner une certaine insécurité, la junta a proclamé une loi d'urgence en vertu de laquelle les trafiquants de devises, les spéculateurs et les fonctionnaires qui refuseraient de reprendre le travail ou paralyseraient la reconstruction, seraient passibles de trois mois à deux ans de travaux forcés."), l'exploitation du travail est hypocrite : elle se justifie par la patrie, le retard économique, qui sont devenus des arguments moraux, culpabilisants, par ailleurs vides de sens. L'étendue de la guerre sociale entre gueux et valets sandinistes, dans les usines et les campagnes, en juillet 1979, n'est malheureusement pas connue, partie diffamée en contre-révolution, partie tue par les sandinistes assurés de la complicité zélée de toute l'information dominante.

Mais tous les mensonges ne servent à rien si l'on n'a pas de police pour les soutenir. Tous les valets du Nicaragua, dont l'union étroite est le vivant témoignage du danger commun qu'ils ont alors conscience de courir, le savent. Le FSLN, en tant qu'avant-garde des valets, fortifiant une position en pleines lignes ennemies, exige, avec tout l'empire de l'urgence, ce que demandait aussi Somoza : de l'argent pour recruter une police, des armes pour l'équiper. Il faut ici encore relever l'incompétence du gouvernement américain, qui tergiversa, choqué comme une midinette par l'apostrophe sans ménagement de ces léninistes d'une minuscule province. Mais le Nicaragua avait cessé d'être une minuscule province. C'était devenu un front principal dans la guerre entre gueux et valets. Et le FSLN, promu au-delà des sympathies, par les aléas de la guerre, principal défenseur des intérêts américains, n'y fit que ce que fait tout général qui tient péniblement une position-clé, très avancée : il tempête auprès de son QG pour obtenir le maximum de secours et de renforts. Pendant des semaines, des mois, des années, les sandinistes, en cela conscients de la cause qu'ils défendent, ne vont jamais, à partir de leur accession au gouvernement, mendier, mais toujours exiger l'aide des valets du monde entier, et se plaindre, à juste titre, de la voir ralentie sans cesse par les réticences d'un gouvernement américain paralysé par la petitesse de ses vues. Mais les valets de tous les autres pays ont

honoré bénévolement et diligemment ces commandes réitérées, malgré leur ton inhabituel, qui ridiculisait quelque peu le spectacle de l'indépendance nationale de ces fournisseurs, et menaçait de dénoncer leurs complicités d'intérêt. Les plus raisonnables (ou les mieux informés) ont même, semble-t-il, essayé de convaincre le gouvernement américain d'accéder à la demande d'armes transmise par Borge au nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Pezzulo, dès le 29 juillet. Et le 31, arrivèrent simultanément les premières aides en médicaments, depuis la RDA de Honecker et le Chili de Pinochet.

Ce même 29 juillet est fondée enfin l'EPS, l'armée populaire sandiniste, sous les ordres de Humberto Ortega. Equipée des armes de la guérilla et sans salaire au début, cette nouvelle Garde Nationale est composée des guerilleros les plus militants, les plus obéissants. "... in it there is a large number of workers, both rural and urban. There are also many students. As far as age goes it is basically a very young army. The average number is 20 to 22 years old. There is also a notable number of women, for whom special units will be created." Cette armée, dont l'âge moyen est même plus élevé que celui de l'armée américaine au Vietnam (19 ans), exclut tous les moins de 18 ans, c'est-à-dire tous les adolescents précoces. Les effectifs de cette garde prétorienne d'adolescents prolongés, où est moralement conservé l'apartheid entre les sexes, sont encore secrets. Pour leur divulgation, il fallut attendre qu'y aient été embauchés les gardes nationaux somozistes, sans avoir été dénombrés publiquement ; pour cela il fallut attendre qu'ils eussent été acquittés à l'issue de leurs procès ; pour cela il fallut attendre que la vengeance soit refroidie.

La création officielle de l'EPS clôt une période de dix jours bien troubles, où la rue est au moins aussi bien armée que l'Etat, et où le FSLN n'est porté au sommet de la vague houleuse que par son nom, qui s'y use vite. Les CDC, Comités de Défense Civile, ont, pendant cette période, défendu l'ordre, enrayé l'offensive gueuse. Les CDC semblent avoir été essentiellement les organisations de résistance à Somoza *des parents*, et non les organisations offensives *des enfants*. Chargés, pendant l'insurrection où ils sont nés, de l'intendance, ils s'employèrent d'abord, après le nettoyage de leurs membres les plus radicaux, à la création d'une police pour défendre cette intendance, lorsque, d'anti-somoziste, l'offensive gueuse obliqua vers l'anti-sandinisme, complices et victimes de cette absurde croyance moderne de vieux, que c'est l'intendance qui mène la guerre. Ces kébélés s'avérèrent le ventre mou des gueux, qui après avoir craché toute leur gale n'aspirent qu'à la nourriture et à la digestion. Mais il serait injurieux de ne se référer ici qu'aux vagues informations

ennemies sans supposer, malgré tant de misère, tant de morts, de grandes disparités dans ces organisations de base, autant sur l'indépendance du discours que sur l'aptitude à résister au nouvel Etat comme à l'ancien. Le FSLN conserva ces ébauches d'organisations gueuses, mais en les sandinisant honteusement comme elles venaient de le mériter en tenant la situation le temps que le FSLN retrouve ses esprits : dégradées en CDS, le civil devenant sandiniste, ce qui permit de trier les serviles des reluctantes, amputées de leurs armes (il leur fut rapidement interdit de se substituer à la police, dès que l'Etat en eut une), châtrées de leur indépendance : "à la fois des comités de quartier chargés de résoudre les énormes problèmes quotidiens de la population, et des organes de vigilance révolutionnaire" où vigilance révolutionnaire doit assurément se lire mouchardage sandiniste.

"Des juntas locales ont été installées à peu près partout." Comme la Junta de Reconstrucción Nacional a été nommée par le Directoire National du FSLN, la junta de Masaya, et probablement celles des principales villes tiennent leur "installation" du seul bon vouloir du FSLN. Il semble cependant, qu'en certains endroits, ces exécutifs locaux, destinés à contrôler et à hiérarchiser l'activité des CDC, furent soumis, tout au moins à l'approbation de ceux auxquels ils imposaient cette autorité improvisée ; et il paraît difficile d'exclure, qu'ici et là, la ferveur et l'absence de valets armés conduisirent les gueux à élire eux-mêmes leurs représentants. "Ici et là, il y eut des surprises embarrassantes : des sympathisants somozistes connus ont été désignés par des assemblées populaires. Dans l'ensemble, cependant, les personnalités élues se réclament du sandinisme - un pavillon, qui, l'opportunisme aidant, tend, il est vrai, à recouvrir beaucoup de marchandises." Comme dans les guerres de religion on se battait contre les gens du roi au nom du roi, comme en Chine on se battait contre Mao Zedong au nom de Mao Zedong, on commence à se battre contre les sandinistes au nom des sandinistes. Les grandes contradictions que permet sa base théorique vaporeuse obligera même le FSLN à interdire l'usage du nom sandiniste sans son accord, comme un littérateur qui fait jouer son copyright.

Depuis que le FSLN a entrepris de "créer selon le mot de M. Borge "une bonne petite armée efficace"", l'un de ses principaux slogans devient ordre du jour : organisation, organisation, plus d'organisation. Les nouveaux chefs de l'Etat savent qu'il faut organiser les jeunes du Nicaragua avant qu'ils ne s'organisent eux-mêmes. Comme ponctionné par des sangsues, le vigoureux mouvement gueux s'affaiblit sous le poids des organisations récupératrices. On a vu comment leur défensive, à un moment d'offensive gueuse, a valu aux

CDC indépendants l'assujet-tissement en CDS ; et comment ces CDS ont admis des juntas nommées au-dessus de leurs têtes, sans leur avis. Ainsi naissent plusieurs syndicats ouvriers, dont la CST sandiniste est le principal (parmi ses demandes d'un traditionalisme difficilement surpassable, on trouve la demande de distribution de nourriture à un prix préférentiel dans les usines, vieux privilège de pays stalinien ; et la preuve de la prostitution du syndicat au travail forcé souhaité par le FSLN, l'abjecte organisation "of voluntary trade union work brigades"), plusieurs syndicats paysans, dont l'ATC sandiniste est le principal, une organisation de femmes, l'AMNLAE, une organisation de jeunes, les Jeunesses Sandinistes du 19 juillet (dont le nom même doit être considéré comme un mensonge historique). "The main task of the mass organisations today is to organise the defense of the revolution in every sphere : the political, the economical, the military." Aussi bien à travers les différents corps, que ces forces d'appoint au Directoire National et à l'EPS viennent parasiter dans une inflation de sigles, qu'aux "sphères" dans lesquelles elles doivent *défendre* la révolution, on voit se creuser la tranchée qui borne la ligne de défense des valets d'Amérique centrale.

Cette orgie d'organisations n'a pas pour seul effet d'assouvir l'arrivisme d'autant de "comandantes" de la guérilla, qui viennent siéger au sommet d'autant de nouvelles pyramides hiérarchiques. Car comme la légion, celles-ci captent aussi l'intérêt des barbares contre lesquels elles sont dirigées, dans la défense de la civilisation des siècles passés. L'Etat est un médiateur entre la richesse et les pauvres. Si ainsi l'Etat sépare les pauvres de la richesse, beaucoup de pauvres le croient le forum possible de leur rencontre. Au Nicaragua, le sous-emploi (rien à voir avec le chômage) les met en contact immédiat avec la richesse qui leur échappe. La multiplication des organisations absorbe leur rage de cette frustration en les associant, non pas à la richesse, qu'ils en attendent, mais au cadre de son reflet. Ainsi s'immobilise, insensiblement, leur "ardeur révolu-tionnaire" (Black a le culot de soutenir le contraire : ces organisations ont été fabriquées pour soutenir l'ardeur révolutionnaire !). Gérard Lutte, détritux gauchoux, auteur de "Il n'y a plus d'adolescence - Les jeunes au Nicaragua" se réjouit avec beaucoup de détails de ce que ces désœuvrés, qui sous Somoza crevaient de vie inemployée, sous les sandinistes crèvent sous les tâches militantes, parfois 14 à 16 heures par jour. Ce que ce spécialiste de l'éducation se garde bien d'enseigner à ces jeunes attirés par la nouveauté, l'esprit et les autres jeunes de ces organisations, c'est la critique de leur emploi du temps inhumain, le rapport de cette activité aussi minuscule qu'épuisante avec la société,

le monde et l'histoire, et que finalement ils ne sont que pris au piège comme des guêpes dans une boisson sucrée.

9) QUATRE PETITES OPERATIONS SANDINISTES POUR GARDER LA POSITION (AOÛT -- OCTOBRE 1979)

Si l'idéologie des sandinistes a cela de léniniste qu'ils croient en l'Etat, elle a cela de gueux qu'ils ne le respectent pas, et ne se croient donc tenus, à sa tête, à aucune exemplarité, qui honorerait cette antique institution : ils ne vont s'accrocher à leur position qu'avec astuce et brutalité, sans honte ni scrupules, comme des proxénètes à leurs bouts de trottoir.

Le contraste entre la radicalisation croissante des pauvres et le favoritisme de plus en plus marqué du FSLN pour les ennemis de toujours des pauvres, somozistes, libéraux, gouvernement américain, va faire prospérer l'un des lieutenants, jusque-là garçon de course du FSLN, le gauchisme. Frente Obrero et d'autres petites organisations trotskystes et maoïstes vont dans le dialecte léniniste, à quelques idiomes près, sandiniste, contester bruyamment son rôle d'avant-garde au FSLN passablement agacé par l'impertinence et la clientèle grandissante de ces fraîches putes, protégées par lui, et qui profitent, jusqu'à devenir menaçantes, de l'abandon d'un bout d'asphalte jugé intenable par l'ex-guérilla. Personne ne doit impunément déborder le patron, qui choisit donc, à titre d'exemple, d'en dérouiller une, dont la clientèle raffole particulièrement. La Brigade Simón Bolívar, un travesti rétro de la guerre d'Espagne, non nicaraguayen, ex-étudiant latino-trotskyte, qui doit à une panoplie aussi fétichiste d'être visité en cachette même par des ministres, poussait contre le FSLN les cris les plus stridents. Le 14 août, à un mee-ting, la Brigade "found itself confronted with a demonstration of 1 000 workers who had been brought there -- supposedly by an FSLN contingent -- in the belief that they were to lobby the Sandinista leadership on wages and trade union questions". Pris à partie, donc, par un nombre suffisant de "gardiens de la révolution", 60 étudiants prolongés rivaux de ceux qui les ont

pris, se trouvent expulsés du Nicaragua, terre d'asile dont ils n'ont pas le passeport.

Comme Moïse et Capone, le FSLN peut maintenant apporter à la communauté ses "Lois Fondamentales" : abolition de la peine de mort ; égalité de tous devant la loi ; liberté de la presse ; respect des Droits de l'Homme ; droit au salaire égal ; droit de grève ; droit d'asile ; tout citoyen est électeur et éligible ; "les pères auront les mêmes obligations envers leurs enfants naturels qu'envers leurs enfants légitimes" ; droit à l'éducation, enseignement primaire obligatoire et gratuit. La presse mondiale bat des mains, conquise par autant de libéralisme démocrate-chrétien : don FSLN, que vous êtes généreux ! Que les pauvres du monde entier vont vous adorer ! Le FSLN n'a rien perdu de sa sensibilité à son image de marque. Depuis longtemps il sait qu'il suffit d'être généreux pour l'information, c'est-à-dire paraître généreux seulement. Le lendemain, il reconduit l'Etat d'Urgence, pour la première fois d'une longue série. Et l'Etat d'Urgence suspend les "Lois Fondamentales". Ainsi, en attendant l'abolition de la peine de mort devant les tribunaux (pour gracier les somozistes) fusille-t-on sommairement les muchachos pris les armes à la main ; ainsi, en attendant le droit de grève sandiniste, cesse, ce jour-ci seulement, la réquisition des travailleurs (la nouvelle administration est construite sur la réembauche de 90 % des bureaucrates de Somoza, charpente inentamée du somozisme sans Somoza) ; ainsi, tout citoyen, *de plus de 21 ans*, est électeur et éligible, dès qu'il y aura des élections bourgeoises ; mais pour l'instant, ce n'est pas qu'on craigne un désaveu, mais par économie, c'est impensable, une campagne électorale coûterait 40 millions de córdobas, c'est-à-dire 4 millions de dollars, objecte tranquillement le Comandante Omar Cabezas. Ce genre d'économie sur sa sacro-sainte liberté électorale ne semble pas choquer davantage l'information internationale, que cette définition, toute neuve, du flic Humberto Ortega, de ce qu'est la démocratie : "Democracy begins in the economic order when social inequalities begin to diminish, when the workers and peasants improve their standart of living."

Le troisième coup sandiniste, où ces prototypes de gouvernants de demain étalent leur désinvolture et leur arbitraire jusqu'au gangstérisme le plus classique, traite justement d'économies, de córdobas et de dollars : c'est un racket. Le dimanche 26 août, de violentes manifestations de mécontentement, reconnues amples sans que soit reconnue l'étendue de cette ampleur, éclatent devant les guichets des banques. Le FSLN vient de démonétiser les grosses coupures (500 et 1 000 córdobas) sous prétexte que 4/5 invérifiables

d'entre elles avaient été emportées hors du pays, et allaient revenir "saboter" l'économie. Il faut déjà un certain aplomb pour prétendre qu'une "économie" puisse être sabotée par l'injection progressive de billets qui ne sont pas faux ! De plus, que reste-t-il dans l'"économie" du Nicaragua, en dehors de ce qui vient d'être nationalisé, qu'on puisse encore "saboter" ! Mais l'arnaque s'explique toute seule lorsqu'on sait que l'écrasante partie des salaires impayés pendant la guerre civile vient d'être acquittée... en grosses coupures. Les propriétaires de grosses coupures n'ont eu que deux jours, samedi et dimanche, pour rapporter cet argent. Et, en échange, ils ne recevront pas de petites coupures (qui ont peut-être également fui le pays ?), mais des bons, qui ne seront pas remboursés avant six mois, avec un intérêt de 8 % ! Ce qui est présenté comme une confiscation de liquide (à l'époque des cartes de crédit) sur les émigrés, est un emprunt forcé, un racket sur les pauvres. Cet impôt, unique à ma connaissance, rapporte 35 millions de dollars, c'est-à-dire de quoi organiser neuf campagnes électorales sandinistes. Mais, suis-je bête, j'avais oublié que pour les sandinistes la démocratie ne se situait pas dans l'électoratisme, mais dans l'augmentation du niveau de vie des ouvriers et paysans, qui là ne se discute même pas.

Enfin, le FSLN a recours à la magouille policière, au stalinisme le plus traditionnel pour se débarrasser du traditionalisme stalinien. Le 9 octobre, Borge déclare avoir retrouvé les archives de la police secrète de Somoza : Domingo Vargas, président du Parti Socialiste Nicaraguayen (PC orthodoxe) et plusieurs membres de ce groupuscule abandonné par le gouvernement soviétique au profit du FSLN, auraient travaillé comme indicateurs de police. Je ne doute nullement de la vraisemblance de l'information. Mais je doute que ces petits valets-là, qui se retrouvent donc maintenant dans les geôles sandinistes, aient été les seuls. Je ne peux que conjecturer sur ce qui a valu à ce PSN, effacé, travail-famille-patrie comme tous les PC, servile, d'être balancé par son patron. Peut-être le parrain de la Maison-Blanche a-t-il d'aussi absurdes exigences ; peut-être le FSLN expérimente-t-il à peu de frais des mesures dont il a toujours rêvé ; peut-être y eut-il injure personnelle ; peut-être, à propos des rapports avec la police secrète de Somoza, le PSN en savait-il trop. Si le lecteur veut bien admettre que ce n'est en aucun cas par vertu révolutionnaire ou par amour de la vérité que le FSLN bâillonne par linge sale cet autre petit truand idéologique, il ne reste aucune raison au-dessus de la basse crapule. Quand un Etat commence à faire sa police avec des documents secrets, le degré d'approbation à cet Etat tient lieu de liberté. Il est peut-être à propos de signaler ici, que le pragmatisme du

FSLN qu'admirent ses apologistes n'est que l'apparence présumée moralement bonne de ce qu'ils décrivent comme moralement mauvais chez les autres sous le nom d'opportunisme.

Mais les gueux sont toujours là. Le 19 septembre, c'est l'attaque du commissariat central de Managua. Le problème le plus brûlant demeure "celui du désarmement des milices, qui refusent de remettre aux autorités le matériel de guerre léger qui leur avait été distribué", distribué !, "pendant la lutte contre le régime d'Anastasio Somoza." "Une question irritante pour le FSLN est celle des miliciens. Il s'agit en général de jeunes gens adolescents, parfois pré-adolescents, qui ont fait le coup de feu, souvent vaillamment, avec un armement de fortune dans les villes insurgées. On peut les voir aujourd'hui", 10 octobre, "un peu partout, en blue-jeans, la mitraillette à la hanche, gardant parfois seuls des objectifs incertains sans qu'il soit toujours facile de savoir d'où ils prennent leurs ordres. Ils ont été à l'origine de nombreux incidents qui ont fait, et d'abord dans leurs rangs, des blessés et des morts." Dans une caserne près de Managua, le 25 octobre, 500 d'entre eux sont retranchés et braquent les autorités nommées par le FSLN. Borge est obligé de venir en personne déloger ces irréductibles par la parole. "Parmi les civils armés figurent des centaines d'adolescents qui refusent de rejoindre l'école après avoir fait le coup de feu pendant les derniers mois de la dictature. Pour eux, l'abandon de l'uniforme, avec son corollaire, le prestige, est une sombre perspective." Les comandantes sandinistes en savent quelque chose. "Les plaintes contre les méfaits et les abus des miliciens -- vols de voiture, attaques à main armée, effractions de domiciles privés, etc., se multiplient. Mais les dirigeants ont le plus grand mal à faire admettre à la population que les sanctions sont devenues nécessaires à l'encontre de révolutionnaires presque mythiques, qui, désormais, errent aux limites de la haute délinquance." Ces sanctions sont en effet plus faciles à faire admettre à un journaliste de l'AFP, et par lui, à ses lecteurs. Si les manoeuvres et escroqueries sandinistes ne sont pas de la haute délinquance, comme le croient pour des raisons contraires ce journaliste et moi, mais la défense moderne de l'Etat, et si, comme cela apparaît, cet Etat, les lois, la propriété privée, et les autorités qui s'en portent garantes sont des embûches pour l'humanité, il devient logique de soutenir avec la même sympathie que les pauvres du Nicaragua, ces niños et muchachos non-sandinistes, non-embrigadés depuis le départ de Somoza : vive la haute délinquance !

10) CENSURE DU DEBAT PUBLIC AU NICARAGUA

La création d'une nouvelle police, par l'exclusion des miliciens, et le travail forcé, par réquisition, sont les deux mesures décisives contre la parole, la première pour faire cesser tout débat, la seconde pour empêcher qu'il ne commence. Le FSLN, en outre, essaye de s'emparer du peu qui peut encore se dire publiquement par ses organisations, qui parasitent le mouvement gueux, et par les dispositions du nouvel Etat.

La loi sur les médias, du 10 août 1979, contient déjà la restriction suivante : "This law directed the media to demonstrate "legitimate concern for the defense of the conquest of the Revolution, the reconstruction process and the problem of the Nicaraguan people" (Art.2)." Ce n'est, tout d'abord, une révolution (avec majuscule) que chez les valets, car pour les gueux, pour le monde, il n'y a que changement de valets : les sandinistes ont conquis l'Etat, les gueux encore rien. Une loi qui appelle à défendre la conquête de la révolution ensuite, est une loi destinée à soutenir la conquête du parti valet vainqueur, la seule conquête de cette guerre ; de plus, en instituant sa défense, elle prend nettement parti contre l'offensive, seule stratégie envisageable pour les gueux ; et par l'association "défense de la révolution", elle diffame même un éventuel débat sur l'offensive, laissant ainsi supposer que ceux qui attaquent menacent la révolution, sont donc contre-révolutionnaires. De même, la défense du processus de reconstruction élimine tout débat sur le parti-pris d'une telle reconstruction, cette "révolution des possibilités" sandiniste ; quant à la défense du problème du peuple nicaraguayen, il présuppose déjà l'existence de l'abstraction "peuple nicaraguayen", mais le "problème" véhiculé par cette abstraction apparaît si indéterminé et si permanent, que sa défense semble bien une pirouette démagogique vaguement destinée à suggérer l'identité entre peuple et pro-sandinisme. "It stipulated that critical commentary about the government and all news reporting in general be based on duly verified facts." Cela signifie qu'il sera impossible de critiquer le gouvernement dans les faits où il s'est arrogé le monopole de l'information. Ce monopole est étendu rapidement, non seulement aux faits où les gueux sont opposés au gouvernement sandiniste, mais aux événements qui ont conduit à la chute de Somoza. Lorsqu'on aura évalué l'étendue des critiques contre le FSLN dont ces pages sont pleines, à partir d'événements que je n'ai pu vérifier, on comprendra

l'urgence de ce gouvernement à sandiniser le présent et le passé proche. Quiconque "aims to injure popular interests or to repeal success obtained by the people" est passible de 3 ans de prison. Déterminer l'"intérêt populaire" et les succès obtenu par le peuple appartient, jusqu'à nouvel ordre, aux représentants du peuple, jusqu'à nouvel ordre auto-nommés. Sinon, la loi sur les médias réaffirme le droit et la liberté d'information les plus larges. Mais comme la Loi Martiale sous Somoza, l'Etat d'Urgence sous le FSLN suspend le droit et la liberté d'information (contrairement à la nationalité, la religion et..., la liberté de penser !). Après trois mois de gouvernement sandiniste, en octobre, les gueux du Nicaragua n'ont donc pu encore jouir ni de ce droit, ni de cette liberté, puisque l'Etat d'Urgence a toujours été renouvelé.

Le FSLN s'est emparé des locaux et matériels du quotidien de Somoza, Novedades, et y a installé son propre quotidien, Barricada ; il s'est emparé de l'émetteur radio le plus puissant du pays, Radio Nacional, qui appartenait à Somoza, et l'a continué dans le rôle de radio d'Etat, sous le nouveau nom de La Voz de Nicaragua ; il s'est emparé du second plus puissant émetteur du pays, qui appartenait à Somoza, Radio Equis, désor-mais Radio Sandino ; la CORADEP, Corporation des Radio Populaires, a confisqué quinze autres radios sur les ondes moyennes ; les ondes courtes sont devenues monopole d'Etat ; la télévision est nationalisée en deux chaînes (4 des 10 chaînes préexistantes appartenaient à Somoza). Le FSLN, pour sa propagande, s'est installé dans les meubles de Somoza, les étoffant de quelques éléments de récupération, chinés à droite et à gauche.

Pourtant, le FSLN a plus de mal à imposer son impudent misérabilisme à l'intérieur du Nicaragua qu'au dehors. Il n'y a que trois quotidiens au Nicaragua, mais c'est un de plus que sous Somoza : El Pueblo, gauchiste (4 à 7 000 exemplaires), Barricada (63 000) et La Prensa (65 000). Il faut observer que La Prensa a été entièrement détruite en juin, et que le chiffre de Barricada étant officiel, il est vraisemblablement mensonger. La Voz de Nicaragua ne vient qu'en septième taux d'écoute des radios, et Radio Sandino en troisième, derrière Radio Católica, qui n'émet pas sur tout le territoire, et surtout Radio Corporación, dont l'émetteur est dix fois moins puissant que La Voz de Nicaragua, et cinq fois moins puissant que Radio Sandino : "It had more listeners than 8 other radio stations together. For example it had 80 % more listeners than the second radio station." disait une spécialiste à propos de Radio Mundial, disparue dans le tremblement de terre de 1972. Et comme cette spécialiste est pro-sandiniste, elle voile l'échec des radios sandinistes par l'évasif aveu que la situation de

Radio Corporación, après juillet 1979, est comparable à celle de Radio Mundial en 1972, sans forcer sa pudeur jusqu'à rappeler alors la situation de Radio Mundial en 1972. Radio Corporación totaliserait 60 à 70 % de l'écoute, et certaines de ses novelas seraient écoutées par la totalité (!) des auditeurs.

Les sandinistes n'ont changé que le discours idéologique, mais en aucun cas, sur les radios où ils viennent de remplacer le groupe Somoza, l'ancienne programmation : "... did not pass over novelas, current music, sports and newscast". After the insurrection overall programming did not change abruptly, "change isn't worth it... the people don't know anything different, so that is how it is going to stay". Ce n'est pas Somoza en 1977, mais un responsable sandiniste en 1979, qui rejette cyniquement le changement en prétextant l'ignorance des auditeurs. En vérité, les sandinistes font l'expérience, sans en faire la théorie, que la passivité de l'auditeur (ou du spectateur) s'entretient mieux dans les rêves de richesse contenus dans les novelas, la musique disco, le sport, et les informations du monde, que dans leurs slogans et propagande paupéristes. Quoique leurs taux d'écoute ne remontèrent jamais, les sandinistes qui ne cherchaient que le moyen de récupération le plus efficace, optèrent rapi-dement pour ce traditionalisme radiophonique qui engendrait cette passivité, au détriment d'un discours plus militant. Dans le fond, laisser jouer la concurrence et ne rien innover dans son contenu, sous les sandinistes, l'information aussi devient une forme de somozisme sans Somoza.

Mais l'idéologie du FSLN va en faire une forme d'ultra-somozisme sans Somoza : car moins encore que le dictateur déchu, le FSLN ne peut tolérer de rester minoritaire dans l'information, d'abord à cause de la guerre, ensuite parce que, contrairement à celui de Somoza, le nouveau groupe de presse doit feindre une sorte d'affrontement idéologique avec la concurrence. Deux impositions d'Etat viennent donc se greffer sur les restes d'indépendance de cette concurrence. La première concerne toutes les radios : des programmes de 30 minutes, de contenu éducationnel, culturel, social, économique ou sportif, doivent être émis chaque jour, en accord avec l'orientation du ministère de la Culture ; et la seconde, encore plus grave, concerne toute l'information officielle : "During the first year under the new government journalists had to be members of the journalists' union UPN to be allowed to work in their profession." De sorte que "The new government did not resort to censorship and overt form of repression characteristic of the Somoza regime because its control through ownership, law and the Nicaraguan Journalist Union (UPN) were effective enough." A ce syndicat est apposé

l'UNAN, l'université de la police de la pensée, qui comprend une école de journalistes, une de psychologues, une d'experts en loi et une de "travailleurs sociaux". Son directeur rêve de couvrir une nouvelle élite de militants : le journaliste nicaraguayen "has to become an organizer and leader", "we are working the double and the triple that we were working before". Enfin, Nelba Blandon, qui dirige le département gouvernemental de communication, indique le sens de cette "com-munication" : "Our people has to know who the ennemy is, it has to know the position of the revolutionary people, of this government as faithful representatives of the people's interests" et le rôle des "médias" : "they have to be mobilizers, because "most important in a revolution like ours... is collaboration"".

Toutes les citations du présent chapitre sont issues d'un ouvrage intitulé "A new development model, a new communication policy ?" écrit par une étudiante allemande très attardée. Si je cite le nom de cet étron durci et séché, Doris Läßle-Wagenhals, ce n'est que pour désigner une caricature de pro-sandinisme, sans bornes, a priori et sans autre raison que d'être, pas loin de la trentaine, un prototype d'adolescente prolongée. Tout ce que dit cet auteur parle contre les sandinistes, mais elle a l'impression contraire, d'abord parce qu'elle partage l'infamie policière de ces valets, ensuite parce qu'elle pense avoir exposé habilement toute la vérité, et que quelques petits défauts ne rehaussent que les grandes qualités de ce "nouveau modèle de développement", puisqu'il est sandiniste. Ainsi, l'usage sandiniste des médias (à cause de deux de ces émissions, une radiophonique, l'autre télévisée, dont toutes les démocraties occidentales livrent à profusion le pénible spectacle, où des spectateurs peuvent "interroger" des politiciens en direct) y est qualifié de dialogue avec la population, alors que le même usage, à la rigueur moins envahissant sous Somoza, y est traité de propagande massive.

Ce serait un compliment exagéré d'attribuer l'étouffement du débat public aux seuls efforts sandinistes. Leur promptitude et leur circonspection en ce sens ont été aussi remarquables qu'inconscientes. De plus, la censure d'Etat et la récupération paupériste ne sont des armes véritablement efficaces contre les pauvres qu'en temps de paix sociale, c'est-à-dire de silence des pauvres. Mais au Nicaragua, le débat, confus, se cherchait sous les bombardements, avec des actes, des gestes et l'émission de sons articulés, auxquels ceux qui soutiennent aujourd'hui une Culture ne comprennent rien.

C'est en comparant ce début de débat, très vif, très sanglant, avec celui simultané d'Iran, qu'il faut conclure qu'au Nicaragua il est

plat. Cette poussée de fièvre qui coïncide avec l'émergence d'une adolescence précoce, dans sa spontanéité sauvage au point d'être bornée, ne s'est jamais élevée à la conscience d'être le parti du plaisir, comme en Iran, où se révèle le tragique télescopage de la baise et de l'amour. Cette perspective manquante, d'abord, prive les jeunes gueux du Nicaragua de tout le fond de leurs frères d'Iran. De même, cette jeunesse extrême, qui contient un aveugle, mais si gigantesque avenir qu'il effraie l'imagination, n'a-t-elle pas encore renversé, par sa propre organisation en conseils ou en bandes, le mépris que lui vouent ses aînés ; là encore, les gueux d'Iran avaient approfondi la dispute sur le monde. Ce sont ces décalages qui ont brouillé la communication entre les deux fronts.

Les enfants du Nicaragua sont venus à bout de Somoza, comme arrivés au bout de leur vigueur, bien plus vulnérables aux coups si prévisibles, mais qu'eux ne pouvaient pas prévoir, d'une nouvelle dictature, emboîtée dans leur faiblesse, adaptée à les contrer. Leurs pairs d'Iran ont ainsi, non seulement beaucoup mieux résisté à la récupération, mais surtout, disposé de ces indispensables réserves qui manquaient au Nicaragua pour détourner, critiquer et s'emparer des flots de richesse aliénée qui, à travers l'Etat et la marchandise, viennent noyer ces nouvelles consciences qui nagent si mal, et qui pourtant elles-mêmes viennent de faire la brèche dans le barrage.

Mais ne croyez pas la partie jouée. Les miliciens, dans une position qui leur interdit d'embrasser ce qu'ils ont fait, commencent à comprendre ce qu'on fait d'eux. Les gueux du Nicaragua n'ont pas tous la langue tranchée et le coeur éteint. L'ennemi, désormais sur ses gardes, va encore subir les irrésistibles assauts désordonnés de ces vaincus futurs vainqueurs.

